

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1892

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 28 Juillet 1892

PAR

ROBERT CHANCEREL

Les Apothicaires

ET

L'ANCIENNE FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

(1312-1780)

Président : M. LABOULBÈNE, professeur.

Juges : MM. GRANCHER, professeur.

HUTINEL, agrégé.

NETTER, agrégé.

*Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites
sur les diverses parties de l'enseignement médical.*

DIJON

IMPRIMERIE DARANTIERE

Rue Chabot-Charny, 65

1892

354

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen. M. BROUARDEL.
Professeurs. MM.

Anatomie	FARABEUF.
Physiologie	CH. RICHET.
Physique médicale.	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.	BAILLON.
Pathologie et thérapeutique générales	BOUCHARD.
Pathologie médicale	DIEULAFOY.
Pathologie chirurgicale.	DEBOVE.
Anatomie pathologique.	LANNELONGUE
Histologie	CORNIL.
Opérations et appareils.	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie.	TILLAUX.
Thérapeutique et matière médicale.	N.
Hygiène	HAYEM.
Médecine légale	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	BROUARDEL.
Pathologie expérimentale et comparée	LABOULBÈNE.
	STRAUS.
	SEE (G.).
Clinique médicale	POTAIN.
	JACCOUD.
	PETER.
	GRANCHER.
Maladies des enfants.	BALL.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.	FOURNIER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	CHARCOT.
Clinique des maladies du système nerveux.	VERNEUIL.
Clinique chirurgicale.	LE FORT.
	DUPLAY.
	LE DENTU.
Clinique des maladies des voies urinaires	GUYON.
Clinique ophthalmologique	PANAS.
Clinique d'accouchement.	TARNIER.
	PINARD.

Professeurs honoraires

MM. SAPPEY, HARDY, PAJOT, REGNAULD.

Agrégés en exercice

MM.	MM.	MM.	MM.
BALLET.	GILBERT.	NETTER.	RICARD.
BAR.	GLEY.	POIRIER, chef des	ROBIN (Albert).
BLANCHARD.	HANOT.	travaux anatomi-	SCHWARTZ.
BRISAUD.	HUTINEL.	ques.	SEGOND.
BRUN.	JALAGUIER.	POUCHET.	TUFFIER.
CAMPENON.	KIRMISSON.	QUENU.	VILLEJEAN.
CHANTEMESSE.	LETULLE.	QUINQUAUD.	WEISS.
CHAUFFARD.	MARIE.	REITTERER.	
DEJERINE.	MAYGRIER.	REYNIER.	
FAUCONNIER.	NELATON.	RIBEMONT-DESSAIGNES.	

Secrétaire de la Faculté : CH. PUPIN.

Par délibération en date du 6 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et, qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1892

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 28 Juillet 1892

PAR

ROBERT CHANCEREL

Les Apothicaires

ET

L'ANCIENNE FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

(1312-1780)

Président : M. LABOULBÈNE, professeur.

Juges : MM. GRANCHER, professeur.

HUTINEL, agrégé.

NETTER, agrégé.

*Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites
sur les diverses parties de l'enseignement médical.*

DIJON

IMPRIMERIE DARANTIERE

Rue Chabot-Charny, 65

1892

A

MONSIEUR LE PROFESSEUR LABOULBÈNE



LES APOTHICAIRES

ET

L'ANCIENNE FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

(1312—1780)

L'histoire de l'ancienne Faculté de médecine de Paris, si instructive, si fertile en incidents, frappe l'esprit du lecteur, moins encore par la dignité de nos ancêtres, les docteurs régents, et par l'amour qu'ils avaient de leur profession, que par leur respect des traditions, leur esprit de corps, leur persévérance à défendre les droits, les privilèges, les coutumes de leur chère Faculté, et leur acharnement à poursuivre ceux qu'ils considéraient comme ses ennemis.

Les chirurgiens, bien faits cependant pour s'entendre avec leurs adversaires les médecins, durent eux-mêmes lutter durant des siècles pour secouer le joug, après de fréquentes et humiliantes défaites (1).

Elle était puissante la très salubre Faculté de médecine de Paris (2) et sa ténacité ne le cédait en rien à son pouvoir.

(1) Quesnay, *Recherches sur l'origine et les progrès de la chirurgie en France*.

(2) La Faculté, dans ses actes, s'intitulait : « *Saluberrima Facultas medicinæ Parisiensis* ».

Aussi ne voit-on pas, sans étonnement, les apothicaires engager le combat et le prolonger pendant d'interminables années.

Les apothicaires ! dont le nom, à en croire certains étymologistes, rappelait la boutique où ils vendaient leurs drogues (1) !

Les apothicaires ! ridiculisés par maints surnoms, souvent plus grossiers qu'ingénieux : « fricasseurs d'Arabie » ; — « medicorum coqui », pour Laugius de Rochefort (2) ; — « animal fourbissimum benefaciens partes et lucrans mirabiliter », d'après Hautin, ce collègue de Guy Patin, peu soucieux du barbarisme, comme le remarque judicieusement M. le docteur Corlieu (3) ; — « mousquetaires à genoux », pour Boursault dans son « Mercure galant (4) » ; « Limonadiers des postérieurs » pour Vadé, l'écho de la halle !

Les apothicaires ! prêtant au rire facile :

CY-GIST MAÎTRE LOUIS
SI ACCOUTUMÉ A PRENDRE
QU'IL AIMA MIEUX MOURIR QUE DE RENDRE
UN LAVEMENT QU'IL AVAIT PRIS (5).

(1) Du mot italien *boteca*, *botega* ou *potheca* et de l'espagnol *botica*, les Français auraient fait *boutique* et *apothicaire*. Philippe, *Hist. des apothicaires chez les principaux peuples du monde*, ch. 1, p. 13.

Le mot apothicaire semble plutôt dériver du grec ἀποθήκη.

(2) Philippe, *ouv. cit.* ch. 1, p. 13.

(3) Corlieu, *l'Ancienne faculté de médecine de Paris*, p. 190.

(4) Boursault, *le Mercure galant*, a. 1, sc. 11.

(5) Bescherelle, *Dictionnaire national*.

« — Allez, Monsieur », dit Béralde à Fleurant, « on voit bien que vous n'avez pas accoutumé de parler à des visages (1) » !

Les apothicaires ! enfin, embarrassés de l'instrument découvert, dit-on, au xv^e siècle, entre l'imprimerie et l'Amérique, par un certain Gatenaria, professeur à l'Université de Pavie (2) !

De telles gens pour une telle lutte !

Ces gens-là, en dépit des plaisanteries, n'étaient pas des adversaires négligeables. Si forte que fût la Faculté, ils n'attaquaient point sans armes : Ils appartenaient à une puissante corporation ; ils purent espérer des alliés, se faire l'illusion d'être protégés par ceux d'entre eux que leur charge retenait à la cour ; ils surent même se faire quelques partisans dans le camp ennemi. D'ailleurs l'amour-propre toujours en jeu, l'intérêt souvent en cause les soutenaient dans leur entreprise, et des luttes incessantes, le plus souvent victorieuses, contre de moindres adversaires, les tenaient en haleine.

Mais d'abord, qu'il me soit ici permis de remercier res-

(1) Molière, *le Malade imaginaire*, a. III, sc. III.

(2) Malgaigne, *Introduction aux œuvres chirurgicales d'Ambroise Paré*. Régnier de Groot, *l'Instrument de Molière*.

pectueusement M. le professeur Laboulbène qui, avec sa haute compétence, a bien voulu me faire l'honneur de patronner ce travail. Je tiens également à témoigner ma profonde gratitude à M. le docteur Corlieu dont les précieux conseils m'ont si utilement guidé dans mes recherches et à M. le docteur Dorveaux, l'aimable bibliothécaire de l'Ecole de pharmacie, auquel je dois de si importantes indications.



LA
CORPORATION DES APOTHICAIRES
DE PARIS



LA

CORPORATION DES APOTHICAIRES DE PARIS

Les médecins, qui primitivement avaient préparé eux-mêmes les remèdes qu'ils ordonnaient, abandonnèrent peu à peu ce soin à des mains étrangères. Ainsi se forma sans doute la corporation des apothicaires. Nous nous bornerons à l'étudier en France, ou plutôt à Paris, négligeant à dessein l'origine de la question; c'est ainsi que nous garderons le silence, entre autres choses, sur l'Ἱατρεῖον des Grecs et l'*officine* d'Hippocrate.

Il y avait à Paris, au-dessus des communautés d'artisans, quelques corporations privilégiées, dont le nombre, après maintes variations, fut fixé à six et qu'on nommait les *six corps des marchands*. C'étaient les drapiers, les épiciers, les merciers, les pelletiers, les chaussetiers et les orfèvres (1).

Les apothicaires en faisaient partie dans la section des épiciers qui occupait le second rang, formant avec eux une corporation mixte.

(1) Paul Lacroix, *Mœurs, usages et costumes au moyen âge et à l'époque de la Renaissance*, p. 308.

Le premier document, consacrant leur état civique, remonte au XIII^e siècle. C'est une exemption des charges imposées au commun des marchands : « ... Tuit cirier, tuit pévrier et tuit apotécaire ne doivent rien de coustume des choses devant dites pour vendre en leur otel... Ce sont les métiers frans de la ville de Paris ... (1), »

Au XIII^e siècle remonte également l'usage du serment, que les ordonnances royales obligeaient les apothicaires à prêter devant le doyen de la Faculté, assisté de deux ou trois docteurs régents. La formule varia peu à peu. La voici, rédigée par les médecins, telle qu'on la trouve consignée dans la *pharmacopée* de Brice Bauderon et le livre de Jean de Renou (2).

LE SERMENT DES « MAISTRES APOTHICAIRES CHRESTIENS
ET CRAIGNANS DIEU »

« Je jure et promets devant Dieu, auteur et créateur de toutes choses, unique en essence et distingué en trois personnes éternellement bienheureuses, que j'observerai de point en point tous les articles suivans :

« Et premièrement, je jure et promets de vivre et mourir en la foi chrétienne.

« *Item.* D'aimer et honorer mes parens le mieux qu'il me sera possible.

« *Item.* D'honorer, respecter et faire servir, en tant qu'en moi sera, non seulement aux docteurs médecins qui m'au-

(1) Etienne Boileau, *le Livre des Mestiers et Marchandises*, p. 322.

(2) Brice Bauderon, *Pharmacopée* augmentée par Sauvageon.

Jean de Renou, *Institution pharmaceutique*, traduit du latin par L. de Serres.

ront instruit en la connoissance des préceptes de la pharmacie, mais aussi à mes précepteurs et maîtres pharmaciens sous lesquels j'aurai appris mon mestier.

« *Item.* De ne médire d'aucun de mes anciens docteurs, maîtres pharmaciens ou autres qu'ils soient.

« *Item.* De rapporter tout ce qui me sera possible pour l'honneur, la gloire, l'ornement et la majesté de la médecine.

« *Item.* De n'enseigner aux idiots et ingrats les secrets et raretés d'icelle.

« *Item.* De ne faire rien témérairement sans avis des médecins, ou sous l'espérance de lucre tant seulement.

« *Item.* De ne donner aucun médicament purgatif aux malades affligés de quelque maladie aiguë, que premièrement, je n'aie pris conseil de quelque docte médecin.

« *Item.* De ne toucher aucunement aux parties honteuses et défendues des femmes, que ce ne soit par grande nécessité, c'est-à-dire lorsqu'il sera question d'appliquer dessus quelque remède.

« *Item.* De ne découvrir à personne le secret qu'on m'aura commis.

« *Item.* De ne donner jamais à boire aucune sorte de poison à personne, et de ne conseiller jamais à aucun d'en donner, non pas même à ses plus grands ennemis.

« *Item.* De ne jamais donner à boire aucune potion abortive.

« *Item.* De n'essayer jamais de faire sortir du ventre de la mère le fruit, en quelque façon que ce soit, que ce ne soit par avis du médecin.

« *Item.* D'exécuter de point en point les ordonnances des médecins, sans y ajouter ni diminuer, en tant qu'elles seront faites selon l'art.

« *Item.* De ne me servir jamais d'aucun succédané ou substitut sans le conseil de quelque autre plus sage que moi.

« *Item.* De désavouer et fuir comme la peste la façon de pratique scandaleuse et totalement pernicieuse de laquelle se servent aujourd'hui les charlatans, empiriques et soufleurs d'alchimie, à la grande honte des magistrats qui les tolèrent.

« *Item.* De donner aide et secours indifféremment à tous ceux qui m'emploieraient, et finalement de ne tenir aucune mauvaise et vieille drogue dans ma boutique.

« Le Seigneur me bénisse toujours, tant que j'observerai ces choses. »

Tels étaient les engagements que les apothicaires de Paris juraient de remplir, lorsqu'ils entraient en charge. Le texte des articles avait à peu près tout prévu ; aussi les nombreux édits, qui furent depuis successivement rendus, n'eurent-ils pour but que de commenter, de renouveler, de compléter le programme contenu dans le serment, d'en appliquer l'esprit autant que la lettre, et de rappeler à la pratique des règlements les apothicaires trop disposés à s'y soustraire.

En somme, outre les devoirs de reconnaissance, de moralité et de conscience, en dehors de quelques obligations religieuses, que les discordes entre catholiques et protestants rendirent par la suite excessives (1), les apothicaires étaient surtout tenus à ne rien délivrer que sur l'avis des méde-

(1) Un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 22 janvier 1688, défendit de recevoir aucun maître apothicaire de la religion réformée.

cins, auxquels ils étaient soumis, et à n'employer que des substances de bonne qualité.

La corporation était disciplinée par six maîtres ou gardes, « choisis gens de probité et d'expérience » ; on les élisait « deux chacun an pour estre trois ans en exercice », et ils faisaient alors « serment par devant le magistrat de police de bien et fidèlement exercer leur charge (1) ». Leur costume se composait d'une robe de drap noir bordée de ve-lours de même couleur, à collet et manches pendantes (2). Leur mission consistait à défendre les communs intérêts, à combattre l'exercice illégal de la profession et à veiller à l'observance des statuts. Ils avaient, de plus, en dépôt l'étalon des poids et mesures de Paris (3), que Philippe le Bel leur avait confié, faisant publier « à cry solennel » qu'il leur concédait en même temps le droit de visite chez les autres marchands, les orfèvres exceptés (4), pour s'assurer, en présence d'un juré balancier, de l'état de leurs poids et de leurs balances. Les fonctions des gardes-jurés étaient gratuites, ils faisaient même à la corporation des dons tels que spatules, poêlons, bassines d'argent, ou images de saint Nicolas (5). Le fait de recevoir un présent les eût fait accuser

(1) De la Mare, *Traité de la police*, t. I, liv. IV, tit. x, p. 618 et suiv.

(2) *Pandectes pharmaceutiques*, p. 10.

(3) Felibien, *Hist. de la ville de Paris*, liv. XVIII, t II, p. 927. — Ordonnance du 1^{er} février 1312, confirmée en 1321 par Charles IV, en 1484 par Charles VIII.

(4) Les orfèvres ne relevaient que de la Monnaie.

(5) Désessart, *Dictionnaire de police*.

de concussion. Ils prenaient conseil, pour l'administration de la communauté, des anciens titulaires des charges. Un d'eux était receveur des deniers et, après sa gestion, en rendait compte devant les autres gardes et douze maîtres. Enfin des règlements déterminaient les dépenses légitimes que pouvaient faire les jurés et tous les frais supplémentaires leur étaient imputés (1).

Henri IV confirma leurs prérogatives (2).

Ils furent donc seuls chargés, dans l'origine, du contrôle à exercer sur les boutiques de leurs confrères, et restaient souverains juges du bon état de leurs drogues et de leur soumission à se conformer aux ordonnances des médecins.

Un tel système ne tarda pas sans doute à montrer ses inconvénients, car bientôt, à la requête de la Faculté, aux maîtres-jurés apothicaires furent adjoints des docteurs régents qui inspectèrent « les médecines laxatives et les opiatés » pour voir si elles étaient « bonnes et fraîches et non corrompues et tresallées (3) ».

Quelque rigoureuse que dût paraître à des hommes, jusque-là investis du droit de surveiller les autres, la nécessité de se soumettre eux aussi à l'autorité étrangère, il leur fallut subir les visites des docteurs régents.

En effet, Jean le Bon les prescrivit pour Paris sur les deux rives de la Seine « ultra et citra pontes » et dans les « suburbs » de la ville. Deux maîtres en médecine, nommés par le doyen, y procédaient de concert avec deux apothicaires, désignés par le prévôt, et les renouvelaient deux fois

(1) Chéreau, *Bulletin pharmaceutique* XIX.

(2) Lettres patentes du 2 juin 1594, enregistrées au Parlement le 26 juin 1603 (V^e volume des *Ordonnances de Henri IV*).

(3) Ordonnance de Philippe de Valois, en date du 22 mai 1336.

l'an, « environ la feste de Pasques et celle de Tous-sainz (1) ».

L'époque de ces visites fut modifiée au xvi^e siècle : elles eurent lieu « le lendemain de la mi-carême et le lendemain de la mi-août (2) ». Le même arrêt porte à quatre dans la commission d'examen le nombre des apothicaires choisis parmi les « bons, notables, anciens et expérimentez » ; mais la clause suivante dut sembler particulièrement amère à la corporation, car elle rendait témoins de sa subordination forcée les bacheliers en médecine (3), c'est-à-dire de simples étudiants choisis parmi les plus avancés : « Ordonne ladite Cour, qu'à la visitation faite par les médecins chez les apothicaires, les bacheliers en médecine accompagneront les médecins pour apprendre à connoistre les drogues. »

Sous Charles IX la surveillance se resserre : l'inspection ne se fait plus à date fixe ; c'est la Faculté qui « indique les-dites assemblées, où les apothicaires, se trouveront, le faisant signifier un jour d'avance » seulement (4).

Enfin quatre médecins, au lieu de deux, sont chargés du contrôle (5).

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. II, p. 532 (traduction empruntée aux *Pandectes*).

(2) *Arrêt du Parlement de Paris*, 1536.

(3) Les élèves, en cours régulier d'études, étaient *philiatres* pendant deux ans, *bacheliers émérites* pendant deux nouvelles années. Ils subissaient alors les examens de la *licence* qui donnait le droit d'exercer. La majorité des licenciés poussaient jusqu'au *doctorat* qui les faisait membres de la Faculté (Corlieu, *Ouv. cit.*).

(4) *Sentence du prévôt de Paris*, 30 août 1566 (*Mémoires pour l'Université de Paris*, p. 108).

(5) *Arrêt du Parlement de Paris*, 17 octobre 1597 (Philippe, *ouv. cit.*, p. 146). Les professeurs de pharmacie furent en général désignés par le doyen.

Avant ces visites, les médecins, en présence du doyen, les apothicaires, en présence du prévôt, juraient que selon « leur science et conscience, sans haine ni faveur » ils se conformeraient à l'ordonnance, ne s'occupant que de l'utilité publique et de celle des « corps humains ».

Les apothicaires, en recevant le jury d'enquête, promettaient par serment de dire la vérité, « sans mensonge ni fraudes ». Ils s'engageaient en outre à avoir « l'*Antidotaire* de Nicolas Myrepse (1) », corrigé par les maîtres du métier, « au conseil desdits médecins et assistans » ; à ne point mettre dans leurs remèdes de drogues frelatées, mais à détruire « les vieilles et corrompues » qu'ils auraient pu acheter eux-mêmes, dénonçant les coupables autant que possible ; à vendre à prix loyal, à bon poids et non à la tâche ; à inscrire sur les pots l'an et le mois de la confection des drogues qui se gardent longtemps. Ils ajoutaient qu'ils ne délivreraient aucune potion dangereuse ou abortive « à gens hors la foi chrétienne », ni à qui que ce fût, s'ils n'avaient la certitude que cette demande fût faite « par expresse ordonnance du médecin ». Ils devaient « faire leurs clystères, emplâtres, jus ou herbes » selon la prescription écrite et ne rien renouveler sans l'avis du signataire (2).

Enfin ils affirmaient ne pas avoir dissimulé « les drogues qu'ils possédaient avant la visite » et que les substances de

(1) « L'*Antidotarium* de Nicolas Myrepse, médecin né à Alexandrie à la fin du xiii^e siècle, était le véritable *Codex pharmaceuticus* qui, écrit en grec vers l'an 1300, traduit bientôt en latin, fut, jusque dans le xvii^e siècle, l'oracle et le guide indispensable » (Corlieu, *ouv. cit.*, p. 140). — Corlieu, *les Médecins grecs*, p. 16.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. II, p. 532 (traduction empruntée aux *Pandectes*).

bonne qualité leur appartenait en propre, « et non à d'autres... » le tout sous peine corporelle (1).

Les valets d'apothicaires, « pratiquant souvent médecine » à l'insu de leurs maîtres, prêtaient le même serment qu'eux (2).

On procédait alors à l'inspection et les matières trouvées corrompues étaient « mises en sac et portées par devant le prévôt de Paris pour être brûlées sur la place publique » (3) ou « devant le logis de celui qui s'en trouvait saisi ». Le délinquant était en outre passible de « punition corporelle et de cinquante livres parisis d'amende » (4).

Jean le Bon, qui le premier avait défendu le public contre les fraudes d'apothicaires, en assujettissant ceux-ci aux visites des médecins, voulut protéger les apothicaires, à leur tour, contre les empiètements « d'herbiers » vendant illégalement des drogues. Son but était d'assurer à ses sujets « l'usage des remèdes bons et salubres. » Il ordonna donc au « prévôt de Paris, ou à son lieutenant, de poursuivre les contrevenans qui feraient lesdits remèdes, et de les condamner à l'amende, ou à toute autre réparation civile, selon le cas » (5).

Plus tard, Louis XIII fit confisquer les marchandises et

(1) *Arrêt du Parlement de Paris*, 1536.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. II, p. 532 (traduction empruntée aux *Pandectes*).

(3) *Arrêt du Parlement de Paris*, 1536.

(4) Ordonnance de François I^{er}. (De la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x, p. 618 et suiv.).

(5) *Ordonnances des rois de France*, t. II, p. 532 (traduction empruntée aux *Pandectes*).

fixa l'amende à cinquante livres parisis, ainsi applicables, le tiers au roi, « l'autre tiers aux affaires de la dite communauté » des apothicaires, « et l'autre tiers aux pauvres d'icelle communauté » (1).

Il était juste en effet de sauvegarder « l'estat et marchandise d'apothicairerie, qui consiste en grand art, science, expérience et cognoissance des drogues, composition des receptes qui entrent ès corps des hommes (2) », car on n'obtenait pas facilement le droit d'exercer.

Dès 1484, pendant la minorité de Charles VIII, les aspirants apothicaires avaient été forcés d'accomplir un stage comme « apprentifs », de payer « xii sols parisis à la confrarie », d'être « expérimentés par les maistres-jurez » et de « faire chiefs d'œuvre » (3).

Les formalités se compliquèrent peu à peu, réglementées par de nombreux édits et surtout par les ordonnances de Louis XII et de François I^{er}, si bien que, dès le début du xvi^e siècle, il fallait, pour devenir maître apothicaire, être français ou naturalisé français (4), être apprenti pendant quatre ans et pratiquer six autres années. Alors seulement on était admis à subir les examens qui couronnaient la carrière.

N'était point apprenti qui voulait : « Tout aspirant apothicaire auparavant qu'il puisse être obligé chez aucun maître de cet art pour apprenti, le maître sera tenu de l'ame-

(1) *Ordonnance de Louis XIII*, en date du 28 novembre 1638.

(2) *Ordonnance de Louis XII*, juin 1514.

(3) *Ordonnance de Charles VIII*, août 1484.

(4) Nous avons déjà vu qu'en 1688, il fallait en outre appartenir à la religion catholique.

ner et présenter au bureau par devant les gardes, pour connoître s'il a étudié en grammaire » (1).

Sorti victorieux de l'épreuve, le jeune homme commençait son apprentissage de quatre ans, non sans payer la taxe ; et de crainte qu'elle ne fût pas soldée régulièrement pendant la première année, le mode de perception en fut ainsi fixé : « Pour ce que les apprentis ne veulent payer leur droit d'apprentissage, à ce qu'ils puissent estre plus fidèlement contraints, a été advisé que les douze sols parisis, que chacun apprenti est tenu de payer, deux sols six deniers en seront appliqués à notre prouffit, et le reste selon les anciens statuts, et que les maistres, qui prendront lesdits apprentis, seront tenus de respondre et faire leur propre dette du droit d'apprentissage et le payer toutes foys et quantes que requys en seroient, et à ce seront contraints par toutes les voys dues et raisonnables, et à leur recours contre lesditz apprentis (2). »

Voici le futur apothicaire chez son patron. Dans la boutique il apprend les compositions d'électuaires, d'opiates, de médecines laxatives et aussi de ces remèdes qu'abhorrait Guy Patin, « le bézoard, les eaux cordiales, la corne de licorne, la theiriaque, les confections de hyacinthe et d'al-kermès, les fragments précieux et autres bagatelles arabesques, *que sunt meræ nugæ, solis distandis pharmacopæis idoneæ* (3). » Il apprend, en un mot, la pratique, mais il lui faut aussi savoir la théorie. Il doit étudier suffisamment le latin

(1) Ordonnance de François I^{er} (de la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x, p. 618).

(2) Ordonnance de Louis XII, juin 1514.

(3) Guy Patin, *Lettre XXXVIII*, t. I, p. 137.

pour lire les prescriptions et « entendre les livres servans l'art (1) » ; il doit enfin suivre des cours : « Les apprentis apothicaires oyront, un an durant, deux lectures chaque semaine sur l'art d'apothicairerie ; elles leur seront faites par un bon et notable docteur de la Faculté de médecine, qui, à ce, par elle sera député (2). »

Après l'apprentissage restaient à accomplir les six ans de service dans les officines, en tout dix ans de stage, et notre homme pouvait, à son tour, aspirer à la maîtrise. Muni de ses brevets et certificats, il était présenté au bureau de la corporation et demandait aux gardes de fixer le jour de ses examens.

Le jury se composait de deux docteurs régents, des gardes apothicaires, de neuf maîtres désignés par eux et, en présence de tous les autres assemblés, les interrogations duraient trois heures (3). Cette épreuve constituait l'acte de lecture ; elle avait pour but de constater si le candidat avait « profité » et s'il était « en point pour connoistre les drogues et faire les compositions ordonnées par le médecin (4) ».

« Après ce premier examen », si l'aspirant étoit trouvé capable à la pluralité des voix », il lui était donné jour par les gardes « pour subir le deuxième examen appelé l'acte des herbes », en présence des maîtres et des docteurs qui avaient assisté au précédent. Cette nouvelle séance, de trois heures également, était consacrée à la reconnaissance et au maniement des substances pharmaceutiques.

(1) *Arrêt du Parlement de Paris*, 1536.

(2) *Pandectes pharmaceutiques*, p. 59.

(3) De la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x, p. 618.

(4) *Arrêt du Parlement de Paris*, 1536.

Enfin, si l'aspirant avait réussi, les gardes lui donnaient à exécuter un chef-d'œuvre de cinq compositions. Le candidat, « après avoir disposé ce chef-d'œuvre... faisait la démonstration de toutes les drogues » entrant dans ces compositions. S'il y en avait « de défectueuses et de mal choisies », on les changeait et il pratiquait ensuite les préparations et les mélanges en la présence des maîtres pour connaître par eux « si toutes choses y étaient bien observées (1) ».

Les juges envoyaient un « rapport des examens et aussi du chef-d'œuvre, par devant le prévôt, le lieutenant civil et criminel » ; ils rendaient compte « de la suffisance ou insuffisance du récipiendaire, afin qu'on procédât « à la rejection » des incapables (2).

S'il avait satisfait à toutes les exigences, le nouvel apothicaire acquittait ses droits de maîtrise, dont le tarif était de trente livres à Paris, ville où fonctionnait un cours supérieur (3). Il prêtait serment et « baillait sa marque imprimée en plomb, ou autrement, aux maîtres des confréries qui en faisaient garde au coffre d'icelle confrérie ». De la sorte tous les ouvrages « cy-après exécutés étaient « connus »

(1) Le musée Carnavalet possède une liste des « compositions données pour le chef d'œuvre » à *Claude-Joseph Geoffroy* qui parvint à la maîtrise en 1703. Cette synthèse présente un grand intérêt ; elle est illustrée par Sébastien le Clerc. — Une autre synthèse, celle-là en date du 21 octobre 1775, et proposée à *J.-P. René Cheradame*, appartient à l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris (*Note communiquée par M. le Dr Dorveaux*).

(2) Arrêt du Parlement de Paris, 1536. De la Mare, *ouv. cit.*, t. I, liv. IV., tit. x, p. 618.

(3) Une ordonnance de mars 1691 fixait les droits à 30 livres pour les villes où il y avait un cours supérieur, à 20 livres pour les villes où il y avait présidial, bailliage ou sénéchaussée, et à 15 livres seulement pour celles où il n'y avait rien de tout cela (Philippe, *ouv. cit.*, p. 16).

et, s'il y avait « faute », on retrouvait « les délinquans, pour les pugnir et pourvoir comme de raison (1) ».

Ainsi que « les gens de métiers » où on faisait chef-d'œuvre, l'apothicaire, il est vrai, était dispensé du guet, d'un impôt de quatorze deniers, et de certaines autres charges (2).

Nous venons d'exposer les difficultés à surmonter pour parvenir à l'exercice légal de la pharmacie. Ces dispositions, sauf quelques exemptions de plus en plus rares, furent strictement appliquées. François I^{er} avait déjà défendu de recevoir « aucun maître par lettres quelque favorables ou privilégiées » qu'elles fussent, s'il n'avait fait apprentissage et « passé par tous les examens qui viennent d'être expliqués » (3). Bientôt une déclaration de Henri IV, rappelant que jusque-là « les roys de France, ès nativitez de leurs enfans et entrées des villes, avoient accoutumé de créer nouvelles maîtrises », qui dispensaient les privilégiés d'examen, prescrivit qu'à l'avenir nul ne serait reçu apothicaire « sans avoir fait chef-d'œuvre, nonobstant les lettres de maîtrise » (4). Les rigueurs s'étendirent également aux congrégations religieuses, dont plusieurs tenaient de véritables dépôts de médicaments.

« J'ai autrefois ouï », écrivait Guy Patin à Ch. Spon, le

(1) *Ordonnance de Louis XII, juin 1514.*

(2) Bannières, *Grand livre noir*, t. III, f^o 194.

(3) Ordonnance de François I^{er} (de la Mare, *ouv. cit.*, t. I, liv. IV, tit. x, p. 618).

(4) Ordonnance de Henri IV, en date du 30 sept. 1597 (Laurent Bouchet, *le Trésor du droit français*).

26 octobre 1643, « que les jésuites de Lyon vendoient en leur maison, à tous venants, une certaine confection purgative, comme une espèce de lénitif des boutiques, huit sols l'once; qu'ils en vendoient si grande quantité que les apothicaires de Lyon en étoient mal contents, en tant que cela les empêchoit de débiter leur lénitif et leur catholicon, et que quelques médecins s'en plaignoient aussi, sur ce que divers malades prenoient et usoient de ce remède à contre temps et fort mal à propos. Je vous prie de me mander ce que vous savez de cela, si ces bons pères continuent ce trafic... (1). »

Bref, un arrêt du conseil d'état défendit aux religieux d'exercer l'apothicairerie, sous peine de cinquante livres d'amende, de confiscation des drogues et d'être enfermés un an à vingt lieues de l'endroit où ils donnaient leurs remèdes. La Faculté de médecine avait en outre le droit de les faire arrêter et les moines se soumirent (2).

Les apothicaires de la cour eux-mêmes finirent, comme les autres, par être assujettis aux examens, ce qui n'avait pas encore eu lieu (3).

Il y eut cependant deux cas où s'adoucit, d'une façon à peu près constante, la sévérité de réception à la maîtrise.

C'était d'abord en faveur de ceux qui avaient servi longtemps dans un hôpital en qualité d'apothicaire : selon les cas, après six ou quatorze ans de cette pratique, ils purent tenir boutique, tantôt après un seul examen et sans faire de

(1) Guy Patin, *Lettre CLXX*, t. I, p. 301.

(2) *Arrêt du Conseil d'Etat*, 17 décembre 1698.

(3) *Id.* 30 septembre 1692.

chef-d'œuvre, tantôt sans examen mais à la suite du chef-d'œuvre.

Enfin les anciens apothicaires, c'est-à-dire ceux qui avaient exercé longtemps, étaient aussi dispensés du chef-d'œuvre : *artem experientia fecit*. La tolérance et l'approbation publique suffisaient : *sic probati non reprobari possunt* (1). Malheureusement cette clause ouvrait la porte à l'arbitraire.

Il me reste maintenant à dire un mot de la situation civile de l'apothicaire, j'entends de sa responsabilité, de ses droits et des titres honorifiques de la corporation.

Les apothicaires étaient, comme les médecins, tenus par serment au secret professionnel. Un d'eux, raconte Bouchel, avait dévoilé une maladie honteuse dont l'un de ses débiteurs était atteint. Par sentence rendue à la Tournelle, à huis clos, le 9 juillet 1599, il fut condamné à l'amende et son mémoire confisqué au profit des pauvres. L'arrêt se terminait par la défense solennelle à tous apothicaires de révéler le secret des maux dont ils viendraient à être dépositaires (2).

« Un apothicaire de Troyes » (3); lit-on dans Guy Patin, « a donné du poison à un de ses voisins, pour lequel

(1) Sauvageau, *Sur du Fail*, liv. III, ch. LXXIX.

(2) *Bibliothèque de Bouchel*, verbo : *Apothicaire*.

(3) Il s'appelait Clément (Guy Patin, *Lettre CCL VIII*).

crime dont il est convaincu, il a été condamné d'être pendu et étranglé ; il en a appelé à Paris. Je pense qu'il viendra ici se faire brancher à la Grève » (1). Quelques années après, les attentats de la marquise de la Brinvilliers et de la Voisin jetaient l'épouvante dans le royaume et Louis XIV « défendoit, à toutes sortes de personnes, sous peine de la vie, même aux apothicaires, à peine corporelle, d'avoir et de garder de tels poisons simples ou préparés qui, retenant toujours leur qualité de venin, et n'entrant en aucune composition ordinaire, ne peuvent servir qu'à nuire et sont, de leur nature, pernicious et mortels ». Quant aux autres substances toxiques, moins redoutées, la vente n'en était tolérée qu'aux « personnes connues, domiciliées et qui employaient ces matières dans leur profession ». Encore fallait-il que les dites personnes inscrivissent, à la date du jour, leur nom, adresse et qualités, la quantité et l'emploi du poison acheté (2).

En revanche un malade était-il mal pansé par la faute d'un apothicaire, l'arrêt criminel ne compétait pas contre ce dernier s'il n'avait péché que par ignorance (3).

Au point de vue des honoraires, la prescription s'acquiesrait après six mois (4) ; mais elle ne partait que du jour de la dernière fourniture, non de la première (5) et les fournitures faites au père étaient prescrites par vingt ans, quoique la continuation en ait été faite aux enfants héritiers (6).

(1) Guy Patin, *Lettre CCLXVII*.

(2) De la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. III, tit. VII.

(3) Boniface, *Arrêts*, t. II, part. III, l. I, tit. II.

(4) Boniface, *Arrêts*, t. I, l. VIII, tit. VIII, ch. VII.

(5) Bardet, *Coutume de Paris*, t. I, liv. III, ch. xc.

(6) Boniface, *Arrêts*, t. IV, liv. IX, tit. I, ch. III.

Les apothicaires profitaient d'une hypothèque privilégiée pour les médicaments donnés pendant la dernière maladie et six semaines avant le décès. La mère du défunt ne pouvait être tenue subsidiairement (1). On ne poursuivait une veuve que pour les remèdes à elle personnellement vendus et non pour ceux dont avait usé le mari ou les enfants pendant le mariage (2). Enfin les apothicaires avaient droit sur les meubles d'un défunt insolvable, avant les autres créanciers, pour les drogues de la dernière maladie, clause qui fut appliquée, par arrêt du conseil privé, en date du 21 juin 1595, contre le cardinal de Bourbon (3).

Sous le rapport des héritages, le testament fait par un malade en faveur de son apothicaire (4), ou de la femme de celui-ci ne pouvait être exécuté. Bien plus, un arrêt annula le legs d'un apprenti à son maître, quoique le testateur eût survécu quatre mois (5).

Lorsque enfin, les apothicaires mouraient, leurs veuves pouvaient « tenir boutique pendant leur viduité, à la charge, toutefois, qu'elles seront tenues, pour la conduite de leur boutique et confection, vente et débit de leurs marchandises, de prendre un bon serviteur expert et connoissant, qui sera examiné et approuvé par les gardes, et que les veuves et leurs serviteurs seront tenus de faire serment par devant le magistrat de police de bien et fidèlement s'employer à la confection, vente et débit de leurs marchandises » (6).

(1) Bardet, *ouv. cit.*, t. I, liv. III, ch. II.

(2) Boné, Part. II, Arrêt LXII.

(3) Bibliothèque de Bouchel, verbis *Chirurgien et Apothicaire*.

(4) Bouvot, t. I, verbo : *Testament*.

(5) Dupérier, t. II, p. 481, édition de 1721.

(6) Ordonnance de François I^{er} (de la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x, p. 618).

Le patron de la corporation était saint Nicolas (1). Il avait été choisi parce que les substances employées venaient par mer, à l'aide des pilotes dont il était déjà patron. Le lieu de réunion de la confrérie changea souvent : ce fut d'abord l'église de l'hôpital Sainte-Catherine, en 1546 la chapelle Notre-Dame, puis Saint-Magloire, et successivement le chœur de l'église Sainte-Opportune en 1572, le maître autel des Grands-Augustins en 1589 et enfin une maison de la place Sainte-Opportune (2).

La corporation mixte des apothicaires épiciers de Paris avait aussi ses armes, non pas dans le genre trop spécial des bannières de leurs confrères de Caen, de Saint-Lô ou de Mayenne (3), mais dignes en tout point d'une puissante société. Un procès avait été intenté à la compagnie par la Monnaie et les jurés balanciers pour lui faire retirer le droit de vérification des poids. En 1603, ses attributions lui furent maintenues (4) et, bientôt une sentence de l'Hôtel de Ville, conservée aux archives de l'école de pharmacie, leur concéda leur blason : « Avons permis et permettons au dict corps et communauté des marchands espiciers et appoticaire d'icelle dicte ville d'avoir en leur dict corps et communauté pour armoirie : couppé d'azur et d'or ; sur l'azur à la main d'argent tenant des ballances d'or, et sur l'or

(1) Crévier, *Hist. de l'Université de Paris*, t. II, p. 51.

(2) Ph. Lebas, *Université pittoresque*, t. I, p. 274.

(3) Les apothicaires de Caen et de Saint-Lô portaient, brodée sur leur bannière, une seringue, horizontale pour les premiers, verticale pour les seconds ; ceux de Mayenne, une sorte d'amphore également en broderie (P. Lacroix, *les Sciences et les lettres au moyen âge et à l'époque de la Renaissance*, p. 176 et 192).

(4) Chéreau, *ouv. cit.*, p. 173.

deux nefs de gueulles flotantes aux bannières de France, accompagnées de deux estoilles à cinq poincts de gueulles avec la divise en haut : *Lances et pondera servant*, telles qu'elles sont cy-dessous emprainctes. Donné le mercredi vingt-septiesme jour de juing mil six cent vingt-neuf. »

Sauval, dans son *Histoire des Antiquités de Paris*, mentionne cinq étoiles au lieu de deux ; les dessins des brochures et thèses pharmaceutiques des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles en comportent trois ; dans certaines reproductions l'inscription est placée en bas. Ce sont là des inexactitudes faciles à relever grâce au texte du décret de 1669.

Enfin, pour mieux faire comprendre l'importance de la corporation des apothicaires-épiciers et la faveur qu'on lui attribuait, je terminerai en rappelant que, si Guillaume III avait voulu faire partie de la compagnie des épiciers de Londres (1), Louis XI, menacé par Edouard d'Angleterre, en 1467, forma à l'improviste une garde civique, en tête de laquelle il plaça, à cause de la considération dont elle jouissait, la corporation des épiciers-apothicaires (2) !

(1) *Glossaire de Laurière*, t. I, p. 419.

(2) *Pandectes pharmaceutiques*, p. 37.



LES
APOTHICAIRES DE LA COUR



LES
APOTHICAIRES DE LA COUR

A côté du commun des apothicaires, dont nous venons d'étudier les statuts et que la population parisienne enrichissait sou à sou, il en existait d'autres, privilégiés et attachés à la Cour ou aux maisons princières. Leurs places, données à la faveur, comportaient de nombreux avantages. Les titulaires, s'ils ne jouissaient pas de la considération des gens de qualité qui les reléguaient dans une domesticité à peine dissimulée, s'en consolaient aisément, pourvu qu'ils fussent souples et adroits, par leurs respectueuses relations avec d'augustes maîtres, relations dont ils pouvaient tirer profit.

Quelques apothicaires marièrent même leurs filles à de grands seigneurs. Il est vrai que la dot ou la remarquable beauté de la jeune épousée furent les seuls agents de ces sortes d'union.

Guy Patin fait à son ami Falconet le récit suivant (1) :

(1) Guy Patin, *Lettre DCXXVII*.

« Voici un autre monstre que notre Afrique nous présente. C'est un apothicaire, nommé Tartarin, âgé de soixante-quatre ans, logé dans la rue Saint-Antoine, qui par ci-devant avait été échevin et n'avoit que deux enfans, dont le fils a été si sot qu'il s'est fait moine de l'ordre qu'ils appellent séraphique... Pour sa fille il l'a mariée à M. le marquis de Baradat avec deux cent mille livres. Mais ce noble gendre devoit tant que présentement il n'a plus rien vaillant, et le beau-père estimé fort riche a fait une vilaine banqueroute. Voilà des fruits du temps et des fleurs de notre siècle. »

En 1662, le vieux duc Charles IV de Lorraine, pour se consoler sans doute de ses défaites politiques (1), entreprit de terminer une aventure galante commencée l'année précédente avec Marianne Pajot, fille de l'apothicaire de M^{lle} de Montpensier. Il résolut d'épouser sa bien-aimée, si bien que, le 18 avril, après midi, on signa le contrat en la maison du sieur Tistonnet, *maistre apothicaire*, rue Saint-Honoré (2).

Les chirurgiens, en guerre contre la Faculté, trouvèrent dans Félix, celui-là même qui opéra Louis XIV de la fistule (3), un assez puissant soutien pour voir leurs statuts améliorés (4).

(1) Il venait de signer (6 février 1662) le traité de Montmartre qui le dépouillait de ses états.

(2) *Mémoires du marquis de Beauveau*, p. 221, 222. — Lair, *Louise de la Vallière et la jeunesse de Louis XIV*, p. 103.

(3) Corlieu, *la Fistule de Louis XIV*.

(4) A. Corlieu, *l'Ancienne faculté de médecine de Paris*, p. 178.

Le roi avait aussi ses apothicaires, et ceux-ci l'approchaient souvent. Un chanoine de l'église collégiale et papale de Saint-Urbain, à Troyes, nommé François Bourgeois, fut poursuivi par sa garde-malade (1), en paiement d'une somme de cent cinquante francs, prix des deux mille cent quatre-vingt-dix clystères qu'elle lui avait administrés en deux ans (2). Sans atteindre un chiffre aussi élevé, Bouvard, médecin de Louis XIII, n'en aurait pas ordonné moins de deux cent vingt, en six mois, à son royal client, s'il faut en croire Amelot de la Houssaye (3).

Songeant à la fréquence de pareils soins, on est en droit de se demander si la corporation des apothicaires, à l'exemple des chirurgiens, eut l'appui des confrères qui assistaient le monarque. Il n'en fut rien. Si Félix vint en aide à ses collègues de la ville c'est que, comme eux, il avait à cœur de rehausser, en dépit de la Faculté, une profession qu'honoraient d'illustres praticiens et qui avait fourni à la science de glorieux adeptes. — Entre médecins l'accord n'existait déjà plus, car beaucoup de médecins de la cour n'appartenaient pas au cénacle de la rue de la Bûcherie (4). Quant aux apothicaires, malgré leur grammaire, leur philosophie et leurs humanités, c'était avant tout des marchands (5) ; ceux d'entre eux, que leurs fonctions appelaient auprès du souverain, loin d'agir en alliés, leur semblaient

(1) Elle se nommait Toinette Boyau (un nom prédestiné!)

(2) Grosley, *Troyens célèbres*, t. II, p. 248.

(3) Amelot de la Houssaye, *Mémoires littéraires*.

(4) Les bâtiments de l'ancienne faculté s'élevaient entre la place Maubert et l'Hôtel-Dieu, au coin des rues de la Bûcherie et des Rats (*Commentaires de la Faculté de médecine de Paris, année 1786*).

(5) Maurice Raynaud, *les Médecins au temps de Molière*, p. 326.

des rivaux, et des rivaux d'autant plus redoutables que de nombreux privilèges et de hautes protections leur facilitaient la concurrence.

A la fin du règne de Louis XIII, les apothicaires de la course répartissaient ainsi : la maison du roi et de la reine en comprenaient chacune six ; la maison de Monsieur, frère du roi, en comptait cinq ; celle du prince de Condé, cinq ; il y en avait un pour la chancellerie et un pour les Cent-Suisses. Bientôt on réduisit leur nombre ; le roi lui-même n'en eut plus que quatre. Ces derniers, apothicaires *suivans la cour*, comme les autres, portaient en outre le titre d'apothicaires du roi ou *commensaux* (1) : c'était une dignité de plus. Ils servaient par quartiers, recevaient mille livres de gages et six cents d'indemnités pour leur sommier ou cheval de somme. Leurs quatre aides, ceux que Molière ridiculisa tant dans ses comédies (2), ne touchaient que deux cents livres ; mais, outre cela, on leur donnait diverses gratifications qui montaient à plus de quatre cents livres (3), sans parler des bénéfices de leur boutique en ville.

Les charges avaient été créées au profit du Grand Prévôt de France.

Au début, les apothicaires de la cour n'étaient assujettis à aucune des formalités applicables aux autres apothicaires et étaient exonérés de toute dépendance envers eux ; mais

(1) Moyse Charas, *Sur leur Syndic*, en 1678.

(2) Molière, *l'Amour Médecin*, le *Médecin malgré lui*, *Monsieur de Pourceaugnac*, le *Malade imaginaire*.

(3) P. Lacroix, xviii^e siècle, *Institution, coutumes et usages*, p. 20.

leur nombre s'accrut tellement qu'ils se constituèrent en société avec des statuts spéciaux.

Ils faisaient corps et communauté à Paris et avaient des syndics judiciairement établis pour régir leur compagnie, veiller aux malversations et vaquer à la manutention des privilèges attribués aux charges de ceux qui étaient compris dans les catalogues.

Ils avaient le droit de *committimus* : leurs causes, tant en défendant que demandant, étaient commises en la prévôté de l'hôtel du roi, et par appel, au grand Conseil, en toutes espèces civiles et même au fait de police, lorsqu'il s'agissait de la conservation de leurs privilèges.

Le roi et son conseil réglaient seuls le nombre des charges sans qu'une autre juridiction pût les modifier ni connaître de la création ou de la suppression desdites charges.

Les privilèges étaient inaltérables et nul ne pouvait, au préjudice des autres, transiger avec aucune communauté ni avec un particulier.

Les apothicaires royaux n'étaient examinés que par les médecins de la famille royale.

Ils avaient la préférence sur les substances apportées au bureau de la corporation, les jurés les faisant avertir, aussitôt l'arrivée des marchandises, pour qu'ils pussent choisir celles qui convenaient au service du roi et des princes.

Ils ne relevaient, en ce qui concernait leur profession, que des médecins de la famille royale et leurs drogues n'étaient visitées que par un médecin désigné à cet effet par le premier médecin de la cour.

Le syndic présidait à la visite des boutiques pour examiner la validité des charges, dresser procès-verbal des con-

traventions. et en faire rapport aux juges conservateurs des privilèges.

Enfin, et c'était là un bien grand avantage, quand on songe que la plupart se trouvaient dispensés par la faveur du stage et des études de leurs collègues ordinaires, les apothicaires royaux avaient titre et droits de maîtrise et pouvaient ouvrir une officine à Paris et autres villes du royaume. Leurs veuves conservaient les mêmes faveurs, y compris la dernière (1).

La seule obligation était de suivre constamment la cour et d'y remplir l'emploi.

« Pourront lesdits privilégiés tenir boutiques et magasins ouverts dans ladite ville, le roi étant en ycelle, à Saint-Germain, Monceaux, Fontaine-Belleau, ou autre lieu d'égale ou plus proche distance, et les fermeront dans trois jours après que la dite majesté sera partie pour aller en lieu plus éloigné, à peine de confiscation de leurs marchandises, s'ils ne suivent actuellement en personne et ne tiennent autres boutiques bien fournies à la suite de la cour (2). »

Des lettres patentes, octroyées par Louis XIII, le 10 janvier 1642, réitérèrent encore aux apothicaires des maisons du roi, de la reine, de Monsieur et de monseigneur le prince de Condé, l'autorisation d'exercer publiquement à Paris et autres villes, en leur confirmant la jouissance de leurs privilèges antérieurs.

Les apothicaires commensaux, outre la fourniture des médicaments, avaient celle aussi de certaines confitures, des

(1) *Pandectes pharmaceutiques*, p. 95 et suivantes.

(2) Laurens Bouchel et Jacques Joly, *Recueil d'arrêt notables et décisifs*, ch. LVIII, p. 829 et suiv.

compotes d'anis, de coriandre et de fenouil, de l'écorce de citron, de l'esprit de vin et quelques liqueurs. Ils composaient même des paquets de senteur pour les princes, ce qui représentait autant de sources de revenu (1).

Tous ces avantages inaliénables portaient préjudice à la corporation parce qu'ils devenaient parfois l'apanage d'ignorants assez riches pour acheter leurs titres. Aussi chercha-t-elle toujours à déposséder les apothicaires de la cour et ce fut à son instigation que se prirent contre eux toutes les mesures de rigueur.

Déjà Louis XIII leur imposa un examen plus sévère :

« Et au regard des apothicaires, n'y seront receus s'ils ne sont maîtres en l'une desdites villes, et qu'au préalable ils n'ayent été interrogés et trouvez suffisans par le premier médecin du Roy, doyen de ladite Faculté de médecine, ancien des maîtres et gardes apothicaires de ladite ville de Paris, et le plus ancien des apothicaires suivans la cour, à peine de nullité desdites réceptions (2) ».

Louis XIV alla plus loin : pour obtenir une charge il fallut avant tout être reçu maître, à moins des exemptions que concédait une longue pratique aux armées ou dans les grands hôpitaux : « Et sur ce qui nous a été représenté que plusieurs personnes, sans aucunes lettres de maîtrise ni certificat de capacité ou de service, se faisoient percevoir des charges d'apothicaires auprès de notre personne et dans notre mai-

(1) *Privilèges et règlements recueillis par Gombet en 1638.*

(2) Laurens Bouchel et Jacques Joly, *ouv. cit.*, p. 829 et suiv.

son, ordonnons que nul ne pourra être pourvu desdites charges s'il n'a été reçu maître dans quelque une des villes de notre royaume, ou si, n'étant pas maître, il ne rapporte pas des certificats de service dans les hôpitaux de nos armées, ou dans l'Hôtel-Dieu de Paris ou des autres villes de notre royaume, dans lesquelles il y a parlement ou bailliage royal ; desquels certificats en bonne forme ou lettres de maîtrise, nous voulons qu'il soit fait mention dans ces provisions, à peine de nullité. Si donnons ce mandement (1). »

Enfin la fameuse ordonnance de 1777, qui créa le collège de pharmacie, réunit la communauté des apothicaires « suivans la cour » à la confrérie des apothicaires de Paris.

« ART. I^{er}. — Les maîtres apothicaires de Paris et ceux qui, sous le titre de privilégiés, exerçoient la pharmacie dans ladite ville et faubourgs, seront et demeureront réunis pour ne former à l'avenir qu'une seule et même corporation, sous la dénomination de collège de pharmacie, et pourront seuls avoir laboratoire et officine ouverte.

« ART. II. — Lesdits privilégiés titulaires de charges, et qui, à ce titre, sont réunis, ne pourront se qualifier de maîtres en pharmacie et avoir laboratoire et officine à Paris, que tant qu'ils posséderont et exerceront personnellement leurs charges, toute location ou cession de privilège étant et demeurant interdite à l'avenir, sous quelque prétexte et à quelque titre que ce soit (2). »

(1) Ordonnance de Louis XIV, mars 1707 (*Pandectes pharmac.*, p. 95 et suiv.

(2) Ordonnance de mars 1777 (*Pandectes*, loc. cit.



APOTHIKAIRES ET ÉPICIERS



APOTHICAIRES ET ÉPICIERS

A la création des grands corps de marchands de Paris, les apothicaires formèrent avec les épiciers une seule et même corporation. En cette qualité, les uns ainsi que les autres pouvaient parvenir aux charges de consuls et d'échevins. Chaque année, le jour de la Saint-Nicolas, le patron commun, on procédait pour trois ans à l'élection de deux gardes sortants sur les six qui devaient être en exercice. Il y en avait trois pour l'épicerie et trois pour l'apothicaire, les premiers qualifiés de « gardes de la marchandise d'espicerie, de grosserie, de mercerie et d'apothicaire », les seconds appelés « gardes de la marchandise d'espicerie et d'apothicaire. » Les électeurs, au nombre de soixante-douze, dont quarante-huit épiciers et vingt-quatre apothicaires, désignés eux-mêmes par le bureau en fonction, accompagnés des membres de la compagnie qui avaient passé par les charges, se réunissaient au lieu d'assemblée et, en présence du lieutenant civil et du procureur au Châtelet, procédaient aux nominations d'usage (1).

(1) *Statuts et ordonnances pour les marchands apothicaires et épiciers de la ville, faubourgs et banlieue de Paris, 1638.* — Maurice Raynaud, *ouv. cit.*, p. 327.

Tout document qui, depuis 1336, fait mention des épiciers, fait également mention des apothicaires, en les désignant conjointement. On trouve, résumés dans une ordonnance du xvi^e siècle, les motifs qui militaient en faveur de cette réunion : « Le commerce des épiciers n'est pas moins délicat, ni moins important à la santé que celui des apothicaires ; si ceux-ci composent les remèdes, ce sont ceux-là qui connoissent la plus grande partie des drogues et des ingrédients qui entrent dans ces compositions ; ce sont eux qui les tirent des pays les plus éloignés et qui en font le débit. Il y a peu d'apotiquaires qui fassent et même qui puissent faire ce commerce éloigné et ces voyages de long cours. Ainsi les précautions que l'on prend avec les apotiquaires pour n'avoir que d'excellens remèdes pour la santé n'auroient pas été complètes si l'on n'avait encore étendu ces soins jusqu'aux épiciers ; c'est dans cette vue qu'à Paris et dans la plupart des autres villes l'on a incorporé ces deux professions et que les statuts, dont nous parlons, leur sont communs (1). »

Ces raisons, en apparence si concluantes, causèrent précisément le désaccord. Apothicaires et épiciers avaient des attributions trop identiques ; leurs intérêts étaient trop voisins et, le besoin de vendre s'en mêlant, ils devinrent rivaux. La concurrence transforma les rivaux en irréconciliables ennemis. Les vrais griefs étaient de mutuels empiètements. Les prétentions des apothicaires aux prérogatives ne furent qu'accessoires.

(1) De la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x. p. 618 (Ordonnance de François 1^{er}).

Malgré tout, la querelle s'envenima ; dans les deux camps on en vint aux injures. Les apothicaires traitaient leurs adversaires de « moutardiers », « graissiers », « chandeliers », « sauciers », les considéraient comme très favorisés d'être liés à eux et les sommaient de renoncer à ces ignobles branches de leur profession. Les épiciers répondaient que les « herbiers », les « vendeurs d'apozèmes », s'ils n'eussent été adoptés, loin de faire partie d'une puissante confrérie, seraient restés confondus avec le corps des métiers. Aussi, Guy Patin si mordant, si agressif dès qu'il s'agit de ses « chers ennemis les apothicaires (1) » se réjouissait-il, sans doute de l'étendue de son insulte, quand il disait en parlant d'eux : « les nôtres n'en peuvent plus et se voient réduits à devenir épiciers » (2).

La guerre prit naissance après un édit de Charles VIII, en 1484, qui cependant recommandait la concorde.

Les épiciers, rappelant avec orgueil que Philippe le Bel avait confié à la corporation la garde des poids et des balances avec mission de surveiller, non seulement les membres de leur compagnie, mais encore les gens tenant le poids le roi, prétendaient avoir le droit de vendre toutes les marchandises qui se pesaient, y compris les drogues. Les apothicaires réclamèrent et n'obtinrent qu'à demi gain de cause. Une sentence du Châtelet (3) maintint leurs adversaires

(1) Guy Patin, *Lettre CCCLIX*.

(2) Id., *Lettre CXXVIII*.

(3) En date du 7 novembre 1485.

dans la « possession de faire et vendre toutes menues compositions d'une ou deux simples avec le miel, d'une ou deux simples avec l'huile, et dans le pouvoir de distiller et de débiter toutes sortes d'eaux ».

Bien plus, les épiciers obtinrent de Henri II qu'on interdît aux apothicaires de se mêler d'épicerie (1). Leur triomphe, il est vrai, fut de courte durée, car l'année suivante, de par le prévôt de Paris, ils ne purent plus se prévaloir des lettres du roi et furent ramenés aux anciennes ordonnances, portant défense « auxdicts simples espiciers de ne eux entremectre dudit estat (d'apothicairerie) en aulcune manière » (2).

Cependant les vaincus n'avaient pas désarmé. Au grand détriment de leurs rivaux, le trafic ne cessa jamais et un arrêt du parlement de Paris (3), près d'un siècle plus tard, leur concéda la vente des médicaments simples et des drogues composées foraines. Les premiers comprenaient la rhubarbe, le séné, la manne, la casse et le turbith; les secondes portaient sur la thériaque, le mithridate, les confectiions alkermes et hyacinthe, toutes substances qui étaient du ressort de l'épicerie, disait l'arrêt, dont il eût été injuste de dépouiller son commerce et, qu'à bien prendre; les apothicaires ne pouvaient tenir et débiter qu'en qualité d'épiciers.

Les apothicaires protestèrent si haut, annonçant des malheurs dus à l'ignorance de leurs ennemis, que le public, ému par leurs réclamations, eut besoin d'être rassuré. Le

(1) 27 août 1553.

(2) *Ordonnance de Louis XII, juin 1514.*

(3) *Arrêt du Parlement de Paris, novembre 1632.*

parlement décida donc que les drogues de la seconde catégorie « seroient déposées au bureau pour y demeurer trois jours et y être visitées par les maîtres et gardes apothicaires-épiciers et les maîtres et gardes marchands épiciers, en présence des médecins ». Les apothicaires étaient de plus exclusivement chargés des manipulations chimiques, de la distillation des eaux minérales, du travail des huiles obtenues par infusion et de tous les médicaments au miel. La distillation des eaux aromatiques, les préparations tirées de l'étranger, et le travail des huiles obtenues par pression restaient du domaine des épiciers. Les compositions au sucre demeuraient sujettes à discussion.

Les apothicaires ne tardèrent pas à prendre leur revanche. Louis XIII, sous prétexte « qu'en ce qui concerne la santé des hommes l'on n'y peut être trop circonspect, parce que bien souvent la première faute n'est pas réparable », renouvela la prohibition autrefois signifiée aux épiciers de ne point pratiquer la pharmacie. Il obligea ceux d'entre eux qui voudraient vendre des remèdes à se faire recevoir apothicaires, « parce qu'il est très nécessaire que ceux qui traitent de la vie des hommes et servent à l'entretienement, recouvrement et conservation de leur santé, et qui ont le maniement, confection et dispensation des médecines, drogues simples et composées et espiceries qui entrent et s'appliquent au corps humain, soient deuement versez et expérimentez audit art ».

Il ne se contenta pas de les contraindre à l'apprentissage et à toutes « les solemnités requises pour parvenir à la maîtrise » ; il leur défendit encore de « tenir serviteurs en leurs boutiques, qui se mêlent et entremettent dudit fait et marchandise d'apothicaiererie » à moins que

ces derniers ne fussent eux-mêmes reçus maîtres apothicaires » (1).

D'ailleurs, depuis longtemps déjà, ceux qui cumulaient les deux métiers avaient été tenus de faire deux chefs-d'œuvre (2).

Tout, cette fois, paraissait définitivement réglé à l'avantage des apothicaires, mais l'entêtement des épiciers rouvrit les hostilités. Malgré une paix apparente, ils envahirent de plus en plus le domaine pharmaceutique. Ils achetaient leurs marchandises ailleurs qu'au bureau de la société et faisaient venir directement des compositions foraines sans les soumettre à la visite (3). Ils se riaient ainsi des dernières instructions ; c'était en outre violer l'ancienne ordonnance de François I^{er} : « Toutes marchandises d'épicerie et drogueries entrant au corps humain, qui seront amenées à Paris, seront descendues au bureau de la communauté pour être vues et visitées par les gardes de l'apothiquairerie et épicerie auparavant que d'être transportées ailleurs, quand même elles appartiendroient à d'autres marchands ou bourgeois qui les auroient fait venir pour eux. » Bref ils firent si bien qu'ils furent saisis par les apothicaires, qui, profitant de l'avantage, se firent adjuger la libre vente des liqueurs, de l'eau-de-vie, du thé, du café, du chocolat, toutes substances peu médicales, auxquelles on ne tarda pas à adjoindre les jambons de Mayence (4) !

Louis XIV, par une déclaration datée de Versailles, essaya, mais vainement, de ramener le calme.

(1) *Ordonnance de Louis XIII*, 28 novembre 1638.

(2) *Ordonnance de Henri III*, décembre 1581.

(3) *Pandectes pharmaceutiques*, p. 92.

(4) *Arrêts du Parlement de Paris*, juillet 1734 et 1744.

Il fallut une nouvelle sentence du Châtelet. Elle restreignit justement le commerce des épiciers en les empêchant de débiter les eaux, huiles et sirops employés en médecine, ainsi que le sel végétal, le sel de Glauber, le tartre émétique et toutes les préparations chimiques. Il leur était en même temps interdit d'avoir chez eux aucun étalage d'apothicairerie.

Ceci se passait en 1736 ; en 1742, le parlement cassait la décision (1).

Les procès se multiplièrent alors, ininterrompus dans un dédale inextricable de jugements contradictoires, dont personne ne tint compte, jusqu'au jour où, aux simples arrêts, s'ajouta une sanction pour ceux qui les transgressaient : Les épiciers qui manqueraient aux règlements « en préparant ou en vendant onguents, emplâtres, sirops et autres compositions pharmaceutiques, auroient leur boutique fermée » (2).

En dépit de la querelle qu'on tenta de rallumer, les apothicaires triomphèrent : c'était un premier succès en attendant le traité de 1777 qui mit fin à la lutte par la création du collège de pharmacie, et organisa comme suit la police des deux états :

« Les maîtres en pharmacie, qui composeront le collège, ne pourront à l'avenir cumuler l'exercice de l'épicerie ; ils seront tenus de se renfermer dans la confection, préparation, manipulation et vente des drogues simples et compositions médicinales, sans que, sous prétexte des sucres,

(1) *Arrêt du Parlement de Paris, en date du 11 juillet 1742.*

(2) *Id.*, 1762.

miels, huiles et autres objets qu'ils emploient, ils puissent en exposer en vente, à peine d'amende et de confiscation. Permettons néanmoins à ceux d'entre eux qui, à l'époque de la présente déclaration exerçoient les deux professions, de les continuer, leur vie durant, en se soumettant aux règlements concernant la pharmacie (1). »

« Les épiciers continueront d'avoir le droit et faculté de faire le commerce en gros des drogues simples, sans qu'ils puissent en vendre et débiter au poids médicinal, mais seulement au poids de commerce ; leur permettons néanmoins de vendre au détail et au poids médicinal la manne, la casse, la rhubarbe et le séné, ainsi que les bois et racines, le tout en nature, sans préparation, manipulation, sous peine de cinq cents livres d'amendes, pour la première fois, et de plus grande peine en cas de récidive. Voulons que les maîtres en pharmacie puissent tirer directement de l'étranger les drogues simples, à leur usage et pour la consommation de leur officine seulement (2). »

« Défendons aux épiciers et à toutes autres personnes de fabriquer, vendre et débiter aucuns sels, compositions ou préparations entrant au corps humain en forme de médicaments, ni de faire aucune mixtion de drogues simples pour administrer en forme de médecine, sous peine de cinq cents livres d'amende et de plus grand s'il y échoit (3)... »

(1) *Déclaration de 1777, art. IV.*

(2) *Id., art. V.*

(3) *Id., art. VI.*

Nous avons expliqué plus haut comment on procédait à l'élection des maîtres-jurés de la corporation mixte. Les épiciers, ayant la majorité des voix, imposaient leur choix, excluant systématiquement leurs rivaux, si bien que seuls des épiciers parvenaient aux charges.

« Or est-il, constatait déjà l'ordonnance de Louis XII (1), que plusieurs questions et desbats sont depuis intervenus entre les suppôts de l'un estat et de l'autre, et surviennent chaque jour à l'élection de leurs gardes. » Et, « pour obvier à ce qui a été fait par cy-devant que les dits espiciers simples, qui sont en plus grand nombre... ont, par brigues et monopoles, élu personnes non cognoissans au dit estat et marchandises » d'apothicairerie, l'ordonnance royale concluait que les apothicaires nommeraient à l'avenir leurs trois maîtres-jurés sans la participation des épiciers. Elle alla plus loin et exclut ces derniers des examens et chefs-d'œuvre des apothicaires, où ils ne faisaient « qu'empescher » par leur tumulte.

Quant aux questions de préséance, tranchées presque toujours en faveur des apothicaires, elles furent définitivement réglées par homologation du parlement qui partagea les honneurs :

« Le septième jour de mai 1634, les dites parties étoient en voie d'entrer plus que devant en nouveaux procès, aigreurs et animositez préjudiciables à leurs corps et communauté, et au bien de leurs affaires et du public ; pour lesquels

(1) *Ordonnance de Louis XII, juin 1514.*

éviter, réunir les deux corps en bonne amitié et intelligence, ôter et retrancher à l'avenir toute occasion, sujet de discussion et de divorce, et faire que toutes choses demeurent égales entre les dits deux corps... a été convenu et accordé entre les dites parties qu'en tout et partout l'alternation sera gardée entre eux, tant pour marcher aux visites, cérémonies, assemblées, nominations aux rapports, contrats et actes judiciaires, desquels ils ne pourront tirer avantage pour la grandeur et l'importance de l'acte.

« Procédant aux dites visitations, les dits maîtres et gardes marchands espiciers auront le côté droit et les maîtres et gardes apothicaires espiciers auront le côté gauche ; et néanmoins, aux rapports et procès-verbaux des dites visitations les dits gardes apothicaires espiciers seront nommez les premiers, et après eux les dits gardes marchands espiciers.

« Et ès assemblées, qui se font par les dits marchands espiciers en l'église des Augustins de Paris, les marchands espiciers prendront le côté droit, le jour de la Saint-Nicolas d'hiver, et marcheront les premiers à l'offrande, et, à la Saint-Nicolas d'esté, les dits apothicaires espiciers auront aussi le côté droit et marcheront les premiers à l'offrande.

« Auront la préséance lesdits gardes marchands espiciers et les gardes apothicaires espiciers, à leur bureau commun, alternativement et se comporteront ensemblement aux actes communs, ainsi qu'ils ont accoustumé (1). »

Ces usages restèrent en vigueur tant que vécut la corporation. Dès 1691, Louis XIV avait prononcé la désunion

(1) *Homologation du Parlement de Paris, 7 mai 1634 (arch. de l'école de pharmacie).*

de la communauté des maîtres apothicaires du corps des marchands épiciers (1); mais au mois d'avril suivant il revenait sur sa décision et les rapprochait de nouveau (2). En 1777 seulement, la création du collège de pharmacie amena la scission complète, légale et irrévocable entre les deux métiers, accolés depuis des siècles et qui s'étaient toujours cordialement détestés.

Je passerai sous silence les démêlés des apothicaires avec les fruitiers (3) et les pâtisseries (4), au sujet des fruits, des œufs, du pain d'épice et d'autres ingrédients comestibles. J'y verrai seulement une preuve nouvelle de leur mercantilisme, principal motif de tant de discordes.

Enfin la Faculté, qui les rangea parmi ses plus intrépides ennemis, n'en eut pas, à certaines époques, de moins foudroyeux dans les barbiers chirurgiens (5). On pourrait donc s'étonner de ne point voir ligués contre elle les deux camps de ses adversaires, si on ne connaissait le désaccord qui existait entre eux et dont Guy Patin nous expose les raisons (6).

« Les chirurgiens barbiers, autrement dits maîtres des

(1) *Décision du 24 octobre 1691.*

(2) *Décision du 26 avril 1692.*

(3) Bannières, *Grand livre noir*, fo 45 et suiv. (*archives nationales* y. 6).

(4) De la Mare, *ouv. cit.*, t. II, liv. V, tit. xxiii, ch. ix, p. 1461.

(5) Les chirurgiens de robe courte ou « barbitonssores » suivant les phases de leur lutte avec les chirurgiens de robe longue, furent tour à tour en paix et en guerre avec la Faculté (*Commentaires de la Faculté de médecine de Paris*).

(6) Divers arrêts des Parlements (*Plaidoyer de Corbin*, ch. lx, *Baffet*, t. II, liv. VII, tit. 1, ch. II).

chefs-d'œuvre, font l'office des apothicaires, où ils se rencontrent, *etiam conniventibus medicis*, en dépit et au grand regret des apothicaires qui en grondent fort (1). » Ces derniers, écrit-il un peu plus tard, « vont également plaider contre eux, pour les empêcher de faire la pharmacie et vendre les médecines » (2). Et bientôt il ajoute : « Nos apothicaires sont ici fort secs et ne font presque rien. Ces bonnes gens sont à rouer. Ils voudroient bien que les chirurgiens fussent aussi abattus, afin d'avoir des compagnons de leur misère. Ils haïssent fort ces estafiers de Saint-Côme, parce qu'ils font les pharmaciens et leur ôtent la pratique : ils ne savent à quel saint se vouer. Y en auroit-il quelqu'un en Paradis qui voulût aider à des gens qui font chaque jour, tant de fourberies aux pauvres malades (3) ? »

(1) Guy Patin, *Lettre CCLXXV*.

(2) Id., *Lettre DI*.

(3) Id., *Lettre DXXXI*.



MÉDECINS ET APOTHICAIRES



MÉDECINS ET APOTHICAIRES

I. — LE CONCORDAT DE 1631

Avant d'étudier la crise terrible que fit traverser à la corporation des apothicaires de Paris sa lutte avec la Faculté de médecine, il est intéressant d'examiner la situation réciproque des deux partis et les origines d'une querelle qui, nouvelle guerre de cent ans, dura presque tout le XVII^e siècle, fit couler des flots d'encre, eut ses trêves, ses combats et ne se termina que par une paix en règle octroyée, à de rudes conditions, par la Faculté victorieuse à ses ennemis vaincus.

Dès le règne de Philippe de Valois, la suzeraineté des médecins sur les apothicaires, nettement établie, rappelle ce monarque dans une lettre au prévôt de la ville, par des ordonnances « faites et scellées du scel de nostre Chastellet de Paris entre lesditz maistres de médecine d'une part et les apothicaires de l'autre (1) », dut être notifiée à ces derniers

(1) *Mandement au prévôt de Paris, 22 mai 1336.*

déjà enclins à oublier le serment qui les assujettissait aux docteurs régents. Quelques années après, le doyen faisait entendre de nouvelles plaintes, ne pouvant plus longtemps tolérer de continuels abus et de « condamnables usurpations » (1).

Le contrôle des médecins s'exerçait pourtant légitimement.

S'ils assistaient aux examens de maîtrise et aux chefs-d'œuvre, il ne faut pas oublier qu'ils avaient puissamment contribué à l'instruction des apothicaires. Deux docteurs régents, ceux-là même qui visitaient les boutiques, leur apprenaient la théorie de leur art, professant chez eux, une année entière, sans recevoir aucun honoraire de la Faculté (2).

Celle-ci d'ailleurs cultivait ce genre d'étude : il n'y avait pas d'école de pharmacie, et elle formait elle-même ses praticiens à la connaissance des médicaments et de leurs modes d'action. « Deux professeurs étaient chargés du cours : l'un enseignait la matière médicale *rem herbariam*, l'autre la pharmacie proprement dite. Le professeur de matière médicale traitait des plantes, des animaux, des minéraux et en général de tous les remèdes que la nature fournit. A la fin de chaque semaine, il mettait sous les yeux de ses auditeurs les substances dont il avait parlé... Ce cours avait lieu le matin (3). L'autre professeur... faisait, également le matin, un cours sur le choix, la préparation

(1) *Ordonnance de Jean le Bon, décembre 1352*, traduction empruntée aux *Pandectes*.

(2) Corlieu, *ouv. cit.*, p. 138 (art. 57 des statuts de 1598).

(3) Id., p. 30 (statuts de la Faculté, art. 56).

et la composition des médicaments. Pendant l'été, il enseignait dans le grand amphithéâtre la pharmacie galénique et chimique (1). Un maître apothicaire lui servait d'aide et recevait vingt livres (2). « On avait pour champ d'expériences le petit jardin botanique de l'école, plus tard le jardin du Roi, ce qui n'empêchait pas de faire quelques excursions dans les plaines de Gentilly (3). »

Instruits de la sorte, les docteurs régents purent, à juste titre, se charger de mettre au niveau de la science courante l'*Antidotarium* de Nicolas Myrepse (4), en attendant le nouveau codex qu'en 1577, aux états de Blois, la Faculté s'était engagée à publier. Le parlement nomma d'office à cet effet, en 1599, douze médecins pour travailler à ce recueil qui ne fut achevé qu'en 1637. Jusqu'en 1758 il eut neuf éditions (5).

« Quant au dispensaire, avoue Guy Patin, je vous dirai que nous n'en avons aucun. La cour du parlement a autrefois ordonné que douze anciens médecins y travailleroient, quelqu'un leur ayant remontré que c'étoit chose utile : mais la mort ayant diminué, voire remporté ledit nombre, notre Faculté ne s'est jamais bien accordée à y en substituer d'autres, ceux qui auroient été délégués en leur place étant de différens avis. » Il ajoute cependant : « Je me souviens qu'au doyenné de M. du Chemin, deux fois la semaine on travailloit à cet antidotaire ; mais les cinq doyens, qui ont

(1) Corlieu, *ouv. cit.*, p. 30 (*statuts de la faculté, art. 56*).

(2) Id., p. 238.

(3) Id., p. 30 (*statuts de la Faculté, art. 57*).

(4) Hazon, *Eloge historique de la Faculté de Paris*, p. 55 et suiv.

(5) Corlieu, *ouv. cit.*, p. 187.

été depuis lui, n'en ont point continué l'achèvement, lequel est pourtant bien avancé (1).

Quoi qu'il en fut, les apothicaires toléraient avec peine la suprématie de la Faculté. Sous ce rapport, Molière (2) nous a peut-être montré un *M. Fleurant* trop respectueux des ordonnances, trop aveuglément soumis à la médecine pour « représenter bien exactement l'esprit et les mœurs de ses confrères (3). » Plus encore : dans *M. de Pourceaugnac* il a fait de l'apothicaire l'ami du médecin (4). Voici pourtant ce qu'un des leurs, Jean de Renou, qui ne se faisait pas une mince idée de leur importance, pensait de cette soumission : « il est certain que, comme le corps humain est le subject de la médecine, aussi pareillement il l'est de la pharmacie, en tant que ledict corps est susceptible de santé ou de maladie, et par ainsi le médecin et le pharmacien ont beaucoup de choses communes ensemble, comme la prudence, la probité, la diligence à servir les malades, et la cognoissance des médicaments ; *mais parce que la pharmacie est inférieure à la médecine comme la chambrière à la maîtresse*, et est subjecte à icelle, en tant que la pharmacie n'a pour son objet autre chose que le médicament, et pour son but autre chose que la deüe mixtion et forme d'iceluy. C'est pourquoy toutes fois et quantes qu'il arrivera qu'un apothicaire se voudra émanciper de franchir

(1) Guy Patin, *Lettre XII*.

(2) Molière, *le Malade imaginaire*.

(3) Maurice Raynaut, *ouv. cit.*, p. 325.

(4) Molière, *M. de Pourceaugnac*, a. I, sc. III à sc. IX.

les bornes de son art et de sa cognoissance, et se promettre des montagnes dorées de science, il mérite et doit estre tenu pour téméraire, triacteur et charlatan (1). »

Un autre apothicaire, un poète, Pierre Maginet de Salins, après une pompeuse énumération des qualités requises pour sa profession, y compris la déférence envers les médecins, terminait par ces deux vers :

Car qui de tout cela, couhard ne se soucie,
Soit indigne à jamais de notre pharmacie (2).

L'Eglise elle-même s'en mêla. Pierre Tressau de la Vergne, commentant les préceptes de saint Augustin et de saint Thomas, les appliqua aux devoirs des apothicaires, rappelant à ces derniers qu'il leur était défendu, sans parler du reste, d'employer « des drogues, eaux, herbes, et autres choses trop vieilles » ;... de « décrier quelque médecin par aversion, par jalousie ou pour obliger quelqu'un de leurs amis » ;... « de vendre leurs drogues plus cher qu'elles ne valent », et de ne pas se contenter « d'un gain honnête, particulièrement à l'endroit des pauvres » ;... enfin de ne pas scrupuleusement observer les prescriptions des médecins. Je citerai, sous sa forme d'examen de conscience, le paragraphe traitant de cette obligation.

« S'ils ont fidèlement exécuté les ordonnances des médecins sans y ajouter ou diminuer quelque chose, à leur fantaisie, ou s'ils se sont indigerez de dresser de leur pro-

(1) Jean de Renou, *Institut pharmaceutique* (trad. du latin par L. de Serres. Lyon, 1626).

(2) Pierre Maginet, *la Thériaque française*, 1623. Philippe, *ouv. cit.* p. 300 et suiv.

pre chef des ordonnances, sans bien connoistre le mal ni l'effet des remèdes. (*Quicumque facit contra debitum justitiæ, mortaliter peccat*, S. Thomas, 2q, 69, art. 1, *in corp.* — *Dare alicui occasionem periculisem per est illicitum*, S. Thomas, *supra* q. 77) (1) ».

Loin d'écouter ces conseils, les apothicaires ne cherchaient qu'à se soustraire aux règlements.

Au début du xvi^e siècle paraît un livre de Symphorien Champier : « le Myrouel des Appothiquaires et Pharmacopoles, par lequel est démontré coment appothiquaires communement errent en plusieurs médecines contre l'intention des Grectz, de Hipocras, Galien, Oribase, Paul Eginette et autres Grectz ; et par la mauulvaise et faulce intelligence des auteurs arabes, lesqueux ont falcifié la doctrine des Grectz par leurs mauulvaise et non entendue interprétation et intelligece faulce. » L'ouvrage tient plus du pamphlet que du document. Il n'en accuse pas moins « les appothiquaires qui veulent faire et contrefaire du médecin, « desquels Dieu nous veuille défendre, car plusieurs maux en viennent et font souvent les cemetiers boussus avant leur terme. » Il convient néanmoins qu'il en existe de « saiges, prudentz, aymat Dieu, qui ne voudroyent faire chose contre leur conscièce » ; mais il ajoute que « d'iceulx on treuve moins que des aultres ».

Rapprochons maintenant ces allégations d'un écrit plus probant, puisqu'il est l'œuvre d'un apothicaire honorant et respectant sa profession : « Quant à moi, dit Jean de Renou (2),

(1) Pierre Tressau de la Vergne, *Examen général de tous les états et conditions, et des péchés que l'on y peut commettre, tiré de l'Ecriture sainte, des conciles et des Pères de l'Eglise*, ch. xvi.

(2) Jean de Renou, *ouv. cit.*

je connois beaucoup de semblables charlatans apoticaïres ès beaucoup de provinces, villes et villages de ce royaume, lesquels sont si impudens qu'ils ne font difficulté de séduire les femmelettes, en leur arrachant insensiblement leurs petits thrésors, sous promesse de leur donner quelque pomnade pour les faire paroistre belles, ou à leurs marys, ou à leurs amants, ou de les guérir de leurs infirmités, comme de la stérilité, de l'yvrongnerie et autres semblables; mais ne pouvant pas tenir ce qu'ils leur promettent, après avoir arraché d'elles le plus beau et le meilleur qu'elles ayent, se moquent d'elles et leur font la moue. »

On appelait « restaurant » une préparation dont l'objet était de reconforter les personnes affaiblies par la souffrance. « Un ppotiquaire..., conte *Maistre Lisset Benancio* (1), voulant faire un restaurant à ung malade, demanda des ducats pour y mettre, desquels il restaura sa bourse; et, au lieu de mettre des ducats à la fin de la distillation, il mettait du cuivre jaune en feuilles, et là où il trouvait ses gens, bailloit entendre aux malades et parens que l'or des ducats, par sa longue décoction c'estoit liquéfié et tourné en telle substance qu'il apparoissoit au dict restaurant, ... et ainsy... ne laissait pas de se faire payer de ses journées et restaurants, sans compter les ducats qu'il desroboit aux malades. »

Sans ajouter une bien grande foi à cette diatribe qui prétendait avoir pour but de « montrer le beau et honneste mesnage que font les ppotiquaires », il serait déjà permis

(1) *Maistre Lisset Benancio, Déclaration des abus et tromperies que font les apothiquaires, fort utile et nécessaire à ung chacun soucieux et curieux de sa santé* (ouvrage imprimé pour la première fois à Tours en 1553; a été réimprimé à Lyon, en 1557, chez Michel Jové, attribué à Sébastien Colin dont Lisset Benancio est l'anagramme).

de croire, qu'en dépit de la surveillance de la Faculté, des fraudes se commettaient. Le doute n'est malheureusement plus permis en présence des preuves, en quelque sorte officielles, fournies par la fréquence des arrêts défendant de faire des « quiproquo » et la gravité des peines encourues par ceux qui passeraient outre.

Que nommait-on quiproquo (1) ?

Une grande partie des substances employées dans la composition des remèdes provenaient de l'étranger. Il arrivait donc parfois que certaines d'entre elles manquaient avec le temps. Il fallait alors les remplacer par d'autres drogues. C'est ce qu'on désignait par « qui pro quo », « quid » ou « quale pro quo ».

Toutefois la législation n'autorisait pas les apothicaires à décider d'eux-mêmes ces qui pro quo. Les anciennes pharmacopées contenaient la liste de ceux qu'on permettait : « *Medicamenta quæ pro aliis vires similes habere creduntur.* » C'était, par exemple, l'euphorbe au lieu de l'agaric, la semence de morelle au lieu de l'alkekenge, la rue au lieu du cumin, le sagapenum pour le galbanum et la marrube pour la mélisse. La nomenclature en avait été dressée par « six des plus notables, suffisans, savans et expérimentez d'entre les docteurs », qui avaient également fixé quand de tels changements devraient « être baillés aux malades » (2).

Mais, à côté de ces substitutions légitimes à certaines conditions, les apothicaires en commettaient d'autres de leur propre autorité, remplaçant les matières coûteuses par des

(1) Valerius Cordus, *pharmacopée*, Nuremberg, 1568. Publiée par ordre du sénat de Nuremberg.

(2) *Arrêt du Parlement de Paris*, 3 août 1536 (de la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x, p. 621 et suiv.)

ingrédients de moindre prix. « La paresse et la cupidité les portent souvent à faire des qui pro quo », lit-on dans Jean de Renou (1).

Il s'en fabriquait déjà en 1352, et l'ordonnance de Jean le Bon signale à la sévérité des juges ceux qui « dénaturent les remèdes en dépit de la raison et de l'art » (2). Les mesures de répression furent insuffisantes jusqu'en 1536. Le parlement rendit alors un arrêt rigoureux : « Et pour ce qu'en l'art de médecine, les médecins usent d'un quiproquo... sur les peines que dessus, c'est à sçavoir de cent marcs d'argent d'amende, de prison, punition corporelle et de hart, fait défense (aux apothicaires) d'user d'aucun quiproquo, sinon de ceux qui leur seront ordonnez par lesdits six docteurs médecins aux dispensaires susditz (3). »

L'interdiction était formelle. Tous les apothicaires d'ailleurs protestaient de leur innocence. « Quiproquoqueur » était l'injure qui sonnait le plus désagréablement à leurs oreilles, et on retrouve, jusque dans la littérature des siècles suivants, la rage où les plongeait une telle insulte. Je citerai à ce propos, dans la *Critique du légataire*, un fragment entre *Clistorel comédien* et *Clistorel apothicaire* (4). Ce dernier se vantant « d'avoir fait dix-neuf enfants à sa femme » : — « Tant mieux ! répond Clistorel comédien, pourvu qu'ils soient tous de votre façon ! » Et le dialogue continue :

(1) Jean de Renou, *ouv. cit.*

(2) *Ordonnance de Jean le Bon, décembre 1352* (traduction empruntée aux *Pandectes*).

(3) *Arrêt du Parlement de Paris, 3 août 1536* (de la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x, p. 621 et suiv.).

(4) Regnard, *la Critique du légataire*, sc. vi.

CLISTOREL APOTHIQUAIRE.

« Qu'est-ce à dire de ma façon ? Apprenez que sur l'honneur madame Clistorel n'a jamais fait de *quiproquo*.

CLISTOREL COMÉDIEN.

« Elle ne vous ressemble donc pas ?

CLISTOREL APOTHIQUAIRE.

« Moy, j'ai fait des *quiproquo* ! Vous en avez menti.

CLISTOREL COMÉDIEN.

« J'en ay menti !

LA COMTESSE.

« Monsieur l'apotiquaire ! Monsieur le comédien ! Monsieur Clistorel ! Monsieur Mitridate ! »

On se souvient sans doute que, reçu maître, l'apothicaire était tenu de prêter serment. Il s'engageait, entre autres articles, à « exécuter de point en point les ordonnances des médecins sans y ajouter ou diminuer », et à ne donner aucun remède avant d'avoir pris conseil de quelque docte médecin » (1). Que de fois, hélas ! ne fallut-il pas les ramener à l'exécution de ces promesses qu'ils violaient « au grand scandale de notre peuple, disait le roi Jean, au grand péril des corps et des âmes, et au mépris et à la déconsi-

(1) Serment des maistres apothicaires chrestiens et craignans Dieu.

dération des exposants de la science de médecine et des experts en icelle » (1).

En 1536, l'obligation leur est de nouveau notifiée de ne rien délivrer que sur prescription des médecins : « leur fait pareillement la dite cour inhibition et défense de faire aucune composition de médecine, si ladite composition et médecine ne leur est ordonnée par les docteurs reçus en la Faculté de médecine de l'Université de Paris, ou des médecins du roy et de ceux du sang royal » (2).

Henri III se voit forcé de réitérer les précédentes injonctions (3).

En 1595, autre rappel au règlement, provenant de la Tournelle de Paris, qui recommande en outre de laisser à la discrétion du malade le choix de son apothicaire (4).

L'impartialité nous force à avouer qu'en poursuivant toutes ces infractions, on tomba parfois dans l'excès contraire. En somme les médecins devaient prescrire et l'apothicaire composer les médicaments. Un praticien de Pont-Sainte-Maxence, ayant envahi publiquement le domaine pharmaceutique, défense lui avait été faite de continuer ses empiètements. Il en appela alors au parlement de Paris et, par arrêt du 20 février 1595, la cour leva les défenses (5).

Quant à la Faculté, par un sentiment de fierté qui fait

(1) *Ordonnance de Jean le Bon, décembre 1352.*

(2) *Arrêt du Parlement de Paris, 30 août 1536* (de la Mare, *ouv. cit.*, t. I, l. IV, tit. x, p. 621 et suiv.).

(3) 8^e vol. des ordonnances de Henri III, *juillet 1556.*

(4) 30 avril 1595, *Biblioth. de Bouchel, verb. apothicaire.*

(5) *Bibliothèque de Bouchel, verb. apothicaire.*

son éloge, mais qu'elle poussa souvent trop loin, elle se fût regardée comme outragée « en admettant dans son sein des membres ayant exercé ou exerçant une profession manuelle. Ainsi les chirurgiens et les apothicaires étaient exclus de la licence, s'ils ne s'engageaient, par acte passé devant notaire, à renoncer absolument à leur profession. Cette promesse était consignée sur les registres de la Faculté, car *il convenait de conserver intégralement l'honneur du corps des médecins* » (1).

Echapper à la visite de leurs boutiques, vendre toutes sortes de médicaments, sans s'inquiéter de savoir s'ils étaient ou non ordonnés par un docteur régent, telles furent les tentatives d'émancipation répétées sans cesse par les apothicaires.

C'était la guerre. « Une révolte en amène une autre : plusieurs, non contents de cet acte d'indépendance, poussèrent plus loin les choses, et se mirent à donner, eux aussi, des consultations à huis clos. La tentation est si grande, pour qui vend des remèdes, de se mêler aussi de les prescrire » (2) !

De tout temps cela s'était plus ou moins passé ainsi. Au xiv^e siècle, les magistrats cherchaient déjà à atteindre les « herbiers » qui venaient « pratiquer à Paris, ignorant la science de la médecine, la complexion des hommes (3) »,

(1) Corlieu, *ouv. cit.*, p. 64. Statuts de la Faculté, art. 28.

(2) Maurice Raynaut, *ouv. cit.*, p. 332.

(3) *Ordonnance de Jean le Bon, décembre 1352* (traduction empruntée aux *Pandectes*).

et leur défendaient « même de donner conseil de médecine ».

Jean de Renou, cet enfant terrible de l'apothicairerie, voué à la vindicte publique et aux rigueurs des lois les faux frères, qui « s'attachent tant seulement aux personnes relevées comme les cantharides aux belles fleurs.... leur promettant au préalable de les guérir de toutes leurs maladies, sans l'assistance d'aucun médecin et pour mieux vendre leur fumée ; voulans imiter, comme singes, les actions des vrais médecins dogmatiques, leur tastent le poulx, regardent leurs urines, discourent comme ils peuvent et à bastons rompus des signes diagnostiques et pronostiques, de la guérison de leur maladie, et ainsi jettans impudemment leurs faucilles rouillées dans une moisson étrangère et trop relevée pour eux, foulent aux pieds l'excellence de la médecine... Il y en a d'autres encore, ajoute le même auteur, qui n'ont pas atteint ce degré d'impudence, comme les premiers..., mais qui toutefois sont des suffisans et qui tuent beaucoup de gens à petit bruit, donnant, indifféremment et sans conseil, à toute sorte de maladies des médicaments qu'ils appellent pour ouy dire, bénins et lénitifs (1). »

« Je suis apothicaire et médecin quand il le faut », déclare Clistorel, un personnage de comédie, il est vrai (2).

Et Guy Patin aurait déjà pu écrire ce qu'il déplorait quelques années après : « Il arrive ici mille malheurs par la trop grande crédulité des malades qui s'adressent à des

(1) Jean de Renou, *ouv. cit.*

(2) Regnard, *la Critique du légataire*, sc. vi.

garçons chirurgiens, apothicaires, charlatans, opérateurs et autres animaux ignorants et affamés de gain (1). »

Enfin la question de l'antimoine se trouvait mêlée à la querelle. « Cette question, qui, pour les médecins, n'était guère que scientifique, prenait ici un tout autre caractère : elle touchait au vif les intérêts matériels les plus évidents. Suivant la manière dont elle était résolue, des existences nombreuses pouvaient se trouver compromises. — On peut demander à un pharmacien la probité, le respect des règlements, à la rigueur même une certaine déférence pour la médecine ; mais il serait par trop injuste d'exiger de lui des sympathies pour un système médical qui se borne à la saignée et à l'eau chaude (2). »

Or écoutons Guy Patin : « *Natura gaudet paucis* ; pour bien faire la médecine il ne faut guère de remèdes... plus propres à entretenir la forfanterie des Arabes, au profit des apothicaires, qu'à soulager les malades... J'ai appris, par maintes expériences, sur moi et sur autrui, que l'infusion de trois gros de sené en un verre d'eau purge aussi bien, voire plus sûrement, qu'un tas de compositions arabesques, toute sorte d'humeurs peccantes (3). » — « Le grand abus de la médecine vient de la pluralité des remèdes inutiles et de ce que la saignée est négligée. Les Arabes sont causes de l'un et de l'autre. Mesuë a trop de crédit au monde. Un apothicaire, qui a une grande boutique pour ses pots dorés, n'auroit besoin que d'un buffet ou d'une armoire pour y serrer cinq ou six boîtes. *Medicina olim erat paucarum her-*

(1) Guy Patin, *Lettre CCLXXV*.

(2) Maurice Raynaud, *ouv. cit.*, p. 331.

(3) Guy Patin, *Lettre XII*.

barum : ipsi Græci paucissimis utebantur remediis. Multiplicitas remediorum filia est ignorantia. Sapientes, ad naturæ legem compositi, paucis multa peragunt. Nous guérissons beaucoup plus de malades avec une bonne lancette et une livre de séné, que ne pourroient faire les Arabes avec tous leurs sirops et leurs opiats (1). »

A côté des partisans de tels traitements, si ennemis de faire, selon la pittoresque expression de Molière (2), du corps de leurs malades « une boutique d'apothicaire », il y avait d'autres praticiens dont la thérapeutique était plus conforme aux intérêts de ceux-ci, et que Guy Patin désignait aux mépris de ses amis de province : « Ces grandes, fréquentes et importunes ordonnances de tant de drogues... sont tout à fait ici décriées parmi nous : il n'y a guère des nôtres que M. Guénaut qui en fasse, encore ne rougit-il de rien, tout lui est bon, *modo faciat rem; habet frontem meretricis, nescit erubescere* (3). » N'oublions pas que Guy Patin se faisait juge et partie et que parmi ceux qui, selon lui, vantaient « une drogue dont eux-mêmes n'oseroient goûter (4) », se trouvait Théophraste Renaudot.

Entre les deux camps, les apothicaires ne devaient pas hésiter. C'était, une fois de plus, se révolter que de se ranger derrière les rebelles que la Faculté enveloppait de ses haines. Elle ne tarda pas à le leur faire signifier.

En 1630, un arrêt du Parlement de Paris, rendu à sa demande, défendit rudement aux empiriques d'exercer la médecine. Aux apothicaires il interdit de délivrer des mé-

(1) Guy Patin, *Lettre CXC VII*. Voir : *Celse*, ch. 1.

(2) Molière, *le Médecin malgré lui*, a. II, sc. IV.

(3) Guy Patin, *Lettre CCXXVI*.

(4) Id. *Lettre DCCXVII*.

dicaments sans prescription, et, en outre, de recevoir les ordonnances d'autres médecins que ceux du roi et des princes du sang royal, impossibles à évincer, des docteurs régents et des licenciés de la Faculté de Paris. Les noms de ces médecins devaient être inscrits sur un tableau affiché dans l'officine des apothicaires.

La rupture fut complète.

Les hostilités ouvertes, les médecins cherchèrent le plus sûr moyen de nuire à leurs adversaires ; ils usèrent donc de leur influence pour dissuader leurs clients de s'adresser aux apothicaires. Ce plan de combat est flagrant ; il ressort de la correspondance de Guy Patin qui, bien que postérieure à cette phase de la lutte, n'en reflète pas moins, en la perpétuant, la politique suivie alors : « Insinuez le séné dans les familles, il ne vous faut qu'un an à ruiner tous les apothicaires (1). » — Donnez des médecines aux pauvres, aux dépens de votre communauté, cela ne coûte presque rien... Personne ne peut vous empêcher de donner l'aumône et traiter vos malades comme vous vous traitez vous-même, chez vous, vos femmes et vos enfants. Le peuple y court comme au feu (2). »

« Tant que nous aurons de la casse, du séné, du sirop de roses pâles, nous pourrons toujours continuer à délivrer Paris de la tyrannie et de la trop grande cherté des parties d'apothicaires » (3). « Faites leur entendre qu'il y a chez les épiciers de la casse, du séné, de la rhubarbe et du sirop

(1) Guy Patin, *Lettre CVII*.

(2) Id. *Lettre CXXIV*.

(3) Id. *Lettre DX*.

de roses pâles, avec lesquels remèdes, nous nous passons d'eux » (1).

Au milieu de toutes ces discussions parut un livre, *le Médecin charitable*, qui enseignait le moyen de préparer chez soi les remèdes, sans le secours des apothicaires. Il avait pour auteur un certain Guybert, frappé d'apoplexie le 21 juillet 1633 (2), mais était attribué à Guy Patin, qui en réalité y avait mis la main; un des chapitres, le traité *de la conservation de la santé par un bon régime*, était même de lui en entier. Voici quel était le titre véritable de ce petit ouvrage :

Toutes les œuvres charitables de Philibert Guybert, écuyer, docteur régent en la Faculté de médecine de Paris, savoir :

Le Médecin charitable;

Le Prix et la Valeur des médicaments;

L'Apothicaire charitable;

Le Choix des médicaments;

Le Traité du séné;

La Manière de faire toutes sortes de gelées;

La Manière de faire diverses confitures;

La Conservation de la santé;

Le Discours de la peste;

Le Traité de la saignée;

La Méthode agréable et facile pour se purger doucement et sans aucun dégoût;

La Manière d'embaumer les corps morts.

« Ce titre est déjà fort habile, dit Maurice Raynaut (3). Les questions médicales y sont agréablement mêlées de

(1) Guy Patin, *Lettre CCVI*.

(2) Réveillé Parisse, *Notice sur Guy Patin* (dans la nouvelle édit. des lettres, 1846).

(3) Maurice Raynaut, *ouv. cit.*, p. 334.

recettes domestiques tout à fait appétissantes pour les ménagères ; le style est à l'avenant : pas de théories ni de grands mots ; presque pas de latin ; l'auteur ou les auteurs se sont évidemment proposé de se faire lire par tout le monde. »

Le prix était à la portée de toutes les bourses et Guy Patin nous apprend « qu'il ne valoit qu'un sol ou deux (1) ». Il dut varier cependant, car on lit dans une autre lettre : « Il est vrai que le *Médecin charitable*, lorsqu'il ne coûtait qu'une pièce de trois blancs, a fait un grand miracle à Paris (2). »

La première édition ne contenait que la première partie.

Quant à la valeur de l'ouvrage, Guy Patin, avec une tendresse quasi paternelle, n'hésitait pas à la proclamer, en en faisant la meilleure des pharmacopées (3). En réalité c'était un livre médiocre, qui n'eut peut-être qu'un avantage, celui de commencer la réforme d'une thérapeutique surchargée d'une foule de drogues à noms barbares et prétentieux, et de formules où entraient vingt ou trente substances. Encore faut-il avouer que ces salutaires modifications furent moins entreprises dans un but d'utilité publique que dans le désir avoué d'anéantir les apothicaires. Je n'en veux pour preuve que ces passages des lettres de Guy Patin : « Pas un de notre compagnie n'approuve leur insatiable avarice, laquelle a été bien châtiée depuis sept ou huit ans que nous leur avons fait la guerre (4). » — « Pour les

(1) Guy Patin, *Lettre CCVI*
(2) Id. *Lettre CCCXIX*.
(3) Id. *Lettre XII*.
(4) Id. *id.*

apothicaires je souhaite que vous en veniez bientôt à bout, et n'y en a pas meilleur moyen que de se servir du *Médecin charitable*... voilà qui a ruiné ceux de Paris et qui les empêchera de se relever... voilà le chemin le plus court, sans plaider, à quoi il coûte trop, joint que les juges n'en feront jamais tant que vous en pouvez faire (1). » — « Ces messieurs les cuisiniers d'Arabie n'ont plus le crédit de mettre les médecins dans les familles, comme ils avaient avant le *Médecin charitable* (2). » — « Pour contenir les apothicaires dans le devoir il faut leur faire peur du séné et du *Médecin charitable*, comme on épouvante les enfans avec un masque (3). »

Tel qu'il était, ce volume, vrai manifeste de la Faculté, était entre ses mains une arme redoutable et, trente années durant, à chaque nouvel assaut de ses ennemis, elle répondit par une nouvelle édition de son livre.

Revenons maintenant en 1631. Les apothicaires, qui tous eussent souhaité faire « bouquer toute la faculté », comme s'en vanta Clistorel, n'étaient cependant pas, dans la lutte, disposés, ainsi que lui, à :

« Y manger *leur* boutique et jusqu'à *leur* mortier (4). »
Ils comprirent bien vite la faute qu'ils commettaient et demandèrent à rentrer en grâce. Un concordat fut passé.

Le 3 septembre les gardes jurés vinrent présenter à René

(1) Guy Patin, *Lettre CXXVIII*.

(2) Id. *Lettre CCCXII*.

(3) Id. *Lettre CCCXLIII*.

(4) Regnard, *le Légataire universel*, a. II, sc. x.

Moreau, doyen de la Faculté, les articles suivants, « pour être observés par les maîtres apothicaires, en cas que ladite Faculté les eût pour agréables ».

« 1. — Les maistres apothicaires souffriront deux fois l'année, suivant les arrests de la Cour et sentences du prévost de Paris, que la visite de leurs boutiques et de leurs drogues soit faite par quatre docteurs *en médecine de la Faculté de Paris et par le doyen d'icelle* si bon luy semble : sçavoir, les deux professeurs en pharmacie, députez de l'eschole et leurs adjoints avec les quatre gardes, et que procès-verbaux en seront faits, qui seront présentez par lesdits professeurs députez à M. le lieutenant civil et que les gardes prendront heure, lieu et jour desdits professeurs pour lesdites villes.

« 2. — Quand il arrivera des marchands forains ayans drogues ou compositions servans à la médecine lesditz gardes feront advertir, à l'instant, que lesdites marchandises seront arrivées, messieurs les *professeurs en pharmacie députez de l'eschole* pour être veües et visitées ; et les heures de les visiter seront dix heures du matin quand on aura eu l'avis dès le soir précédent, et deux heures après midy, si l'avis n'en vient que le matin.

« 3. — Quand il se présentera un aspirant à la *maistrise de la pharmacie*, les gardes *iront voir* messieurs les députez, pour les *supplier d'agréer* le jour qu'ils donneront audit aspirant pour son premier examen, *appelé lecture* ; et le jour de l'examen approchant, *ledit aspirant et son conducteur iront supplier messieurs les députez* de se trouver audit examen. Ce qui sera pareillement observé à l'examen des herbes.

« 4. — Pour ce qui est du chef-d'œuvre, lesditz gardes enverront la charte d'iceluy auxdits sieurs députez quinze

jours avant la confection d'iceluy pour voir s'il y aura à corriger, augmenter ou diminuer : auquel chef-d'œuvre lesditz députez assisteront s'il leur plaist, ayans été préalablement invitez par l'aspirant et son conducteur.

« 5. — Messieurs les députez concluront à tous les actes selon la pluralité des voix ; et pour ce qui est de l'examen appelé lecture, ils prononceront à l'aspirant la conclusion qui aura esté prise de la pluralité des voix ; et aux examens des herbes et chefs-d'œuvre, ils prononceront la même conclusion à toute la compagnie des gardes et maistres apothicaires et les gardes, par après, la prononceront à l'aspirant.

« 6. — Lesditz professeurs et députez, assistans et présidans auxdits actes, proposeront à l'aspirant, à l'heure qu'il leur plaira, telles questions de pharmacie qu'ils aviseront bon estre, pour éprouver ledit aspirant.

« 7. — Lesdits professeurs empescheront qu'on ne propose aux aspirans autres questions que de la pharmacie.

« 8. — L'ancien professeur député de pharmacie portera la parole de la réception ou renvoy de l'aspirant à Monsieur le lieutenant civil, ou autre tel juge qu'il appartiendra.

« 9. — Les apothicaires s'abstiendront, sur les peines portées par les arrêts de la Cour, de donner aucun médicament aux malades sans l'ordonnance et conseil d'un médecin de Faculté de Paris, ou approuvé d'icelle.

« 10. — Lesdits apothicaires ne recevront ny exécuteront aucune ordonnance de qui que ce soit se disant médecin empirique ou opérateur, quel qu'il puisse être, sinon les docteurs de ladite Faculté, ou approuvez d'icelle, sur les mesmes peines.

« II. — L'aspirant, avant que d'estre présenté à Monsieur le lieutenant civil, signera les présens articles, qui seront

mis dans un livre fait à ce sujet, qui sera mis tous les ans par le doyen de la Faculté entre les mains de l'ancien professeur député : promettra ledit aspirant de les entetenir et exécuter, et de porter honneur et respect à tous les docteurs de la Faculté de médecine de Paris.

« Tous lesquels articles promettent les gardes et *jurez au nom de toutes les communautés des maistres apothicaires de Paris*, faire exécuter et entretenir par tous et chacun d'eux en général et en particulier successivement; et à cet effet ont signé de leurs propres mains lesdits articles, tant pour eux que pour les gardes leurs successeurs. Et où aucun desdits maistres apothicaires formast opposition à l'exécution et entretenement desdits articles et qu'il en falust plaider au parlement ou ailleurs, promettent lesdits gardes se joindre à ladite Faculté pour l'exécution desdits articles; et s'obliger, en outre, afin d'obvier à ladite opposition et autre empeschement de faire lire le contenu *desdits articles par chacun an en leur chambre, au premier acte qui se fera en présence des professeurs en pharmacie de la Faculté*, qui en retireront certificat des gardes pour advertir ladite Faculté (1). »

En conséquence René Moreau assembla les docteurs régents « par un billet exprès, » le 10 septembre, et leur exposa « la grande affection et désir que les apothicaires avoient de se remettre en amitié des médecins leurs pères et bons maistres; il leur fit également valoir le profit que tirerait le public de cette réconciliation. On lut « hautement et meurement » les articles proposés et l'on admit les vaincus à résipiscence. Quatre apothicaires, délégués par la corpo-

(1) *Commentaires de la Faculté*, t. XII, f° 266 et suiv. *Annales médicales* par Th. Bern. Bertrand, manuscrit, p. 137.

poration, réunis dans la maison de Pierre Pijart, docteur régent, jurèrent donc obéissance et soumission, puis la Faculté rendit le décret suivant :

Decretum saluberrimæ Facultatis medicinæ Parisiensis.

« Die mercurii decima septembris, hora a meridie prima, anno Domini millesimo sexcentesimo trigesimo primo, saluberrima medicinæ Facultas, legitime libello speciali convocata super articulis quibusdam a pharmacopœis parisiensibus Facultati per decanum oblatis ; audita per decanum pharmacopœorum parisiensium supplicatione, qui in gratiam medicorum redire totis votis exoptabant, perlectis et diligenter examinatis articulis ab iisdem oblatis ; censint parisienses pharmacopœos in gratiam esse admittendos, diligendos eos, et adversus omnes defendendos ut filios et discipulos obsequentes, præter quos nullos alios artifices conficiendorum et administrandorum remediorum idoneos agnoscit, ratos et gratos habere se articulos propositos, eos esse referandos in novum codicem ad id destinatum, obsignandos manu quatuor custodum et juratorem pharmacopœorum, omniumque candidatorum pharmacie, priusquam magisterium consequantur, singulis annis legendos publice in examine primo pharmacopœorum, præsentibus pharmacie professoribus, qui ea de re ad facultatem referrent per tabellam quatuor juratorum manu obsignatum. Et sic conclusit Facultas (1).

« MOREAU, decanus. »

(1) *Commentaires de la Faculté*, t. XII, f° 266 et suiv. *Pandectes pharm.*, p. 84, 85, 86.

II. — GUY PATIN.

La paix semblait conclue.

Pourtant, moins de six semaines après, Guy Patin, dans une lettre du 28 octobre, en annonçant à son ami Belin la signature du traité, écrivait déjà : « Nous ne sommes pas ici en trop bonne intelligence avec les chirurgiens et les apothicaires (1), » et quelques jours plus tard il parlait de la « paix fourrée (2), » de « l'accord plâtré (3) avec les vaincus.

En vain Louis XIII publia-t-il une nouvelle ordonnance (4), dont la teneur, inspirée par le texte du concordat, en sanctionnait pour ainsi dire les articles et aurait dû les faire respecter.

Il n'en fut rien. Le calme n'était qu'apparent ; aucun des deux partis n'avait désarmé : Les apothicaires humiliés, mais non assagis, ne supportant que par force un joug abhorré, guettaient l'occasion de s'émanciper impunément : ils éludaient d'ailleurs la plupart de leurs obligations. De son côté la Faculté, loin d'oublier les vieilles rancunes, persistait à miner savamment l'édifice thérapeutique de ses ennemis. Guy-Patin surtout y mettait l'acharnement de la haine, s'en vantait hardiment, en tirant vanité : « Je rends la pharmacie la plus populaire qu'il m'est possible, ordon-

(1) Guy Patin, *Lettre VI*.

(2) Id. *Lettre VIII*.

(3) Id. *Lettre IX*.

(4) En 1638, *Statuts et ordonnances pour les marchands apothicaires et épiciers de la ville, faubourgs et banlieue de la ville de Paris*, in-4, pièce, 1649.

nant tous les jours chez mes malades *euporista et facile parabilia remedia*, afin d'en sauver la peine aux apothicaires, qui ne trouvent cela guère bon, mais je ne me soucie ni d'eux ni de ce qu'ils disent de moi (1). » — « Je fais si peu de cas de cette sorte de gens qu'ils ne me font ni envie ni pitié... je ne les aime ni ne les crains... et ne veux de leur amitié pour quoi que ce soit (2). » Il allait même jusqu'à gourmander ceux de ses collègues qui, partageant ses mépris, n'avaient pas l'énergie de les crier si haut. A propos d'une thèse de M. Guillemeau, docteur régent, où les apothicaires étaient fort maltraités et dont au dernier moment l'auteur avait retranché les passages les plus acerbes, il écrivait à Ch. Spon : « Tout le monde n'est pas également hardi en ce pays : ceux qui pensent être sages y adorent aussi le veau d'or et révèrent la fortune des méchants. Comme je pressois un homme de ce parti sur ce châtiment des thèses, il me dit que tout le monde n'étoit point si heureusement hardi que moi et que *Bezoard idoleum factorum* était bien pensé, mais qu'il n'étoit pas besoin de le dire ni de l'écrire. Je me moquais de cette objection ridicule et lui demandai s'il dormoit bien la nuit, s'il n'avoit point peur du loup-garou ou des esprits qui reviennent la nuit ; que pour ceux du jour je n'en avois nulle appréhension. Voyez jusqu'où va la peur de perdre un teston ou la bonne grâce d'un apothicaire, dont je fais moins d'état que du trique-nique, comme dit le bon M. Estienne Pasquier en ses *Recherches de France* (3). »

(1) Guy Patin, *Lettre XII*.

(2) Id. *Lettre CCXIX*.

(3) Id. *Lettre CXCH*.

Cependant le bruit se répandit que le 4 mars 1647, Guy Patin présiderait une thèse, qu'on lui attribuait, dans laquelle il attaquerait vigoureusement beaucoup de remèdes de haute pharmacie raillant, avec sa verve sarcastique, le bézoard, l'antimoine, le vin émétique, la thériaque, et ceux qui les vendaient.

Les apothicaires adressèrent à la Faculté des remontrances qu'elle n'écoula pas : ils portèrent donc leurs plaintes devant le Parlement, représentés par leur avocat. Guy Patin y fut assigné et l'audience précisément fixée au jour de la thèse, dont la présidence dut ainsi être confiée d'office à un autre médecin. L'accusé comparut et se défendit lui-même improvisant, dit-il son plaidoyer : « Pour ce que je dis contre eux au Parlement, je vous assure que je n'en avois jamais rien écrit (1). » En tout cas il y remporta un grand succès oratoire, dont il fait lui-même par deux fois le récit :

« Pour mes chers ennemis les apothicaires de Paris, écrit-il d'abord, ils se sont plaints de ma dernière thèse à notre Faculté, laquelle s'est moquée d'eux ; ils en ont appelé au Parlement, où leur avocat ayant été ouï, je répondis moi-même sur le champ, et, ayant discoursu une heure entière avec une très grande et très favorable audience (comme j'avois eu il y a cinq ans contre le gazetier) (2), les pauvres diables furent condamnés, sifflés, moqués et bafoués par toute la cour et par six mille personnes qui étoient ravies de les avoir vus réfutés et rabattus comme

(1) Guy Patin, *Lettre CXXXIV*.

(2) Le 1^{er} mars 1644, Théophraste Renaudot fut définitivement condamné. Il dut cesser les consultations charitables et fermer le Mont-de-Piété.

j'avois fait. Je parlai contre leur *bézoard*, leur *confection d'alkermès*, leur *thériaque* et leurs *parties* ; je leur fis voir que *organa pharmaciæ erant organa fallaciæ*, et le fis avouer à tous mes auditeurs. Les *pauvres diables de pharmaciens* furent mis en telle confusion qu'ils ne savoient où se cacher. Toute la ville l'ayant su s'est pareillement moquée d'eux, si bien que l'honneur m'en est demeuré de tous côtés ; jusque-là même que notre Faculté m'a rendu grâces de ce que je m'étois bien défendu de ces bonnes gens, en tant qu'il y alloit de l'honneur de notre compagnie ; les juges eux-mêmes m'en ont caressé. Voilà, monsieur, l'histoire des pharmaciens (1). »

Peu de jours après, nouveau compte-rendu de l'événement :

« M. le président de Courberin vous peut assurer du favorable jugement que j'obtins... contre les apothicaires... les compagnont furent étrillés tout du long. Tout le palais les bafoua et se moqua d'eux ; ils prétendoient des réparations contre moi pour ce que j'avois dit de leurs boîtes, de leur thériaque et confection d'alkermès, *quam campegius dæmoniacam, nuncupavit, Rondeletius perniciosam et veneratam*. Leur bézoard y fut si bien secoué, qu'il ne demeura que poudre et cendre... Je ne pris point d'avocat ; je me défendis moi-même, fort au gré de mes juges aussi bien que de mes auditeurs. *Dimissi et refecti fuere tanquam ignari nebulones, boni illi viri pharmacopei parisienses* (2). »

Le résultat fut en outre pour Guy Patin de répandre son livre dont les éditions se succédèrent. Lui-même le

(1) Guy Patin, *Lettre CCCLIX*.

(2) Id. *Lettre LXXXVII*.

constate avec joie : « Ce procès ne m'a fait qu'honneur et a fait connaître ma thèse, que tout le monde demande. Ces coïons d'apothicaires ont trop pris de pouvoir sur l'honneur de la médecine ; il est grand temps de les rabattre, ou jamais on n'en viendra à bout (1). » — « On a imprimé ici ma thèse pour la troisième fois ; tout le parlement et tout Paris se moquent des apothicaires et de leur imprudente impudence avec laquelle ils m'ont voulu attaquer ; il n'est pas jusqu'à notre doyen qui n'ait voulu mettre trois grandes pages de mon plaidoyer dans son doyné, *in commentariis facultatis*, comme M. Duval y mit il y a cinq ans mon affaire contre le gazetier (2). »

Le vainqueur, il faut l'avouer, n'eut pas le triomphe généreux. Il eut beau protester de ses bonnes intentions : « Je n'ai prétendu offenser personne en ma thèse (3) ; » il ne cessa jamais de s'acharner sur ses ennemis à terre : « Je m'en vais travailler à quelque chose contre la cabale des apothicaires, afin de l'avoir tout prêt pour le faire imprimer si jamais ils m'attaquent (4), » proclamait-il encore tout chaud de son succès, et loin de se borner à ce rôle défensif, il mena publiquement la charge chaque fois qu'il le put. A propos d'un acte de Vespéries (5) où il devait prendre la parole, il se réjouissait d'avance à l'idée de chapitrer « MM. les pharmaciens et faiseurs de *qui pro quo* » (6), et, la cérémonie achevée, il la racontait en ces termes : « J'ai

(1) Guy Patin, *Lettre LXXXVII.*

(2) Id. *Lettre LXXXVIII.*

(3) Id. *Id. CCCLXXXVI.*

(4) Id. *Id. LXXXVIII.*

(5) Un des actes qui conféraient le doctorat : ainsi nommé parce qu'il eut lieu primitivement dans l'après-midi.

(6) Guy Patin, *Lettre DXLII.*

récité ma harangue, qui a duré une heure tout entière, non sans l'impatience de quelques particuliers qui avoient regret de s'y voir maltraités, tels que nos vendeurs de remèdes spécifiques, poudres hydragogues, pilules et autres secrets, lesquels pouvoient pourtant s'en aller, puisque les portes étoient ouvertes : c'est la coutume des méchants de n'écouter qu'impatiemment qu'on leur fasse leur procès ; mais mon exhortation a plu à tout le reste de la compagnie (1). » Bien plus, à la suite d'une leçon sur l'apoplexie, que lui-même qualifiait modestement de « fort bonne », ne se vantait-il pas d'y avoir « sanglé les apothicaires » (2) ?

On comprend sans peine l'horreur qu'il inspirait à ces derniers et la stupeur qu'il témoignait en se sachant « prisé » par l'un d'entre eux (3), lui qui écrivait plaisamment à M. Belin père qu'il remettait son second fils, pour un an, « dans ses humanités » et le ferait « étudier en droit » afin qu'il pût quelque jour le « défendre, si les apothicaires, *aut similes alii nebulones* » entreprenaient « encore de l'attaquer » (4).

Mais l'ardeur de Guy Patin reflétait-elle l'opinion des docteurs régents ? On sait, et nous l'avons vu s'en plaindre, que ses collègues le suivaient peu dans la voie des injures, même écrites en latin ; il n'en est pas moins vrai que,

(1) Guy Patin, *Lettre DXLVI*.

(2) Id. *id.* *DLXXIX*.

(3) Id. *id.* *DCLXXXVI*.

(4) Id. *id.* *LXXXVIII*.

sur le fond de la question, le plus grand nombre se trouvait en parfaite communion d'idées avec lui. Il le constate fièrement dans maintes de ses lettres et dresse, en quelque sorte, à côté de la profession de foi, la longue liste des adhérents de marque: « Il n'est, Dieu merci, plus ici question de bézoard, ni d'eaux cordiales... Le peuple est détrompé de ces bagatelles et de plusieurs autres; les riches ne s'en servent plus et se tiennent obligés à plusieurs anciens de notre Faculté d'être délivrés de cette tyrannie. Ces MM: nos anciens sont: MM. Marescot, Simon Piètre, son gendre, Jean Duret, fils de Louis, les deux Cousinot, Nicolas Piètre, Jean Hautin; MM. Bouvard, du Chemin, Brayes, de la Vigne, Merlet, Michel Seguin, Baralis, Alain, R. Moreau, Boujonier, Charpentier, de Launay, Guillemeau et plusieurs autres qui ont introduit dans les familles de Paris une médecine facile et familière qui les a délivrées de la tyrannie de ces cuisiniers arabesques » (1).

Non content de cette brillante énumération, il ajoute en terminant: « Outre nos médecins que je vous ai nommés ci-dessus, qui ont puissamment aidé à abattre ce monstrueux colosse de volerie... je pourrais bien vous en nommer encore plusieurs qui vivent aujourd'hui; mais je me retiens afin de ne pas me nommer moi-même, qui pourtant y ai travaillé autant que pas un (2). »

Il est bon néanmoins de faire une légère restriction pour R. Moreau dont les idées thérapeutiques se modifièrent. Guy Patin est bien forcé de le confesser, tout marri qu'il en soit, mais il oublie entièrement le côté scientifique de

(1) Guy Patin, *Lettre CCVI*.

(2) Id. *Lettre CCVI*.

cette divergence de vue : « Pour feu M. Moreau, il est vrai qu'étant devenu vieux, *factus est polypharmacus*, soit par complaisance envers Guérault, ou par flatteries envers les apothicaires et peut-être pour gagner davantage. Il avoit beaucoup d'enfants ; ce sont des foiblesses attachées à l'humanité ; tout le monde n'est pas Nicolas Piètre, Jean Riolan ou Michel de la Vigne, qui se moquoient des bonnes grâces de ceux qui se laissoient ainsi emporter au fil de l'eau et au courant (1) des apothicaires. *Auri sacra fames, quid non mortalia cogis pectora ?* »

Et chaque fois qu'il s'agira de juger quelques-uns de ses confrères, de ceux dont la matière médicale était moins bornée que la sienne, il n'admettra jamais à leurs opinions d'autre mobile que l'amour du gain, d'autre base que la vénalité « *exigui cujusdam lucri gratiâ* » (2). Aussi taxait-il de folie les praticiens qui, selon lui, flattaient « pour être employés » des gens qui « n'en ont point pour eux-mêmes (3) » et s'étonne-t-il de voir ceux-ci trouver si facilement « dans notre profession... d'honnêtes gens qui, abandonnant leur honneur et leur conscience, veulent entreprendre la défense d'un « parti si déploré et si malheureux » (4). Il est juste de remarquer que parmi ces « infâmes valets d'apothicaires » (5), se rangeaient la plupart des médecins de la cour et les partisans de l'antimoine, à ce titre doublement détestés.

(1) Guy Patin, *Lettre DXXXVIII*.

(2) Id. *id.* XII.

(3) Id. *id.* CXCII.

(4) Id. *id.* CCXIX.

(5) Id. *id.* CCCLXXII.

C'était, rapporte-t-il, « des médecins de la secte de Guérault, des Fougerais, Vautier et autres tels sophistes, lesquels disent qu'il ne faut point tant étudier pour être médecin, que puisque le peuple veut être trompé, qu'il le faut tromper, lui couper la bourse, et puis après que le diable l'emporte s'il veut, etc. *nos a scabie tenemus ungues* » (1). — Guénaut, un homme qui ne cherchait « qu'à s'enrichir par cabales et par fourberies d'apothicaire... *huic uni studuit, ut quavis arte, quovis modo posset locupletari* » (2). C'était encore Valot, « un charlatan fort ignorant » (3); M. de Soliniac qui ne « vouloit point faire de visite qu'on ne lui avançât une demi-pistole.... vouloit être payé avant le coup, comme les bourreaux... et faisoit des ordonnances de trois pages, *in gratiam pharmacopærum, ut posset sibi perfidam istam gentem demereri* (4) »; Daquin, que les apothicaires « extolloient... comme un petit saint ou un dieu sur une pelle, *tanquam deum patellarium* » (5); — « D. de Bourges et Rainssant, *quibus tale facinus est familiare*, l'un... gendre d'apothicaire, l'autre... fort leur serviteur, tous d'eux fort affamés d'écus et ayant bonne envie d'en avoir » (6); enfin Jean Maurin « Provençal, fameux esclave » des pharmaciens, et « M. du Cledat, gascon de la Réole en Bazadois » dont Guy Patin commentait la mort en ces termes : « Je pense que les apothicaires feront en leur chapelle dire des messes pour le repos de l'âme de ces deux

(1) Guy Patin, *Lettre CCIV.*

(2) Id. *id.* CCCXXVII.

(3) Id. *id.* CCCXXIV.

(4) Id. *id.* CCCXII.

(5) Id. *id.* CCLV.

(6) Id. *id.* CCLXI.

hommes. Mais prier Dieu pour ces gens-là, n'est-ce pas abuser de sa bonté (1)? »

L'année même où Guy Patin gagnait au parlement son procès contre les apothicaires, il se passa un fait assez curieux, dont j'emprunte une fois de plus le récit aux lettres du célèbre médecin. Celle-ci, en date du 6 janvier, est adressée à Falconet.

« L'an 1647 un marchand d'orvietan, pour mieux débiter sa drogue, s'adressa à un homme d'honneur, alors doyen de notre Faculté, nommé M. Perreau, pour obtenir de lui, moyennant une bonne somme d'argent qu'il offroit, approbation de la Faculté pour son opiat. Il en fut refusé de belle hauteur. Ce charlatan s'adressa ensuite à de Gorris, qui reçut de lui un présent considérable et lui promit de faire signer à plusieurs docteurs l'approbation de ce médicament qu'il vend sur le Pont-Neuf, ce qu'il fit faire par une douzaine d'autres affamés d'argent, qui furent les deux Chartier, Guénaut, le Soules, Rainssaint, Beauvillain, Pijart, du Clédat, des Fougerais, Renaudot et Mauvillain. Cet imposteur italien, non content de telles signatures, tâcha d'avoir l'approbation entière de la Faculté, et pressa le nouveau doyen, qui étoit M. Piètre, mon prédécesseur, de la lui faire donner, moyennant quatre cents écus qu'il offroit, sur l'espérance qu'il avoit de mieux débiter sa drogue, s'il pouvoit obtenir ce qu'il désiroit. Ce nouveau doyen, ayant appris de la propre bouche du char-

(1) Guy Patin, *Lettre DCXII*.

lâtan, tout ce que de Gorris lui avoit fait, lui demanda cette approbation ; et dès qu'il l'eut, il fit assembler toute la Faculté, où il se rendit délateur contre ces douze messieurs, qui, ayant avoué leur foiblesse, et leur mauvoise action, furent chassés de la compagnie par un décret solennel. On les a pourtant rétablis avec de certaines conditions, et notamment celle de *demandeur pardon* à la compagnie en pleine assemblée. Quelque chose qu'ils aient pu faire depuis, la tache leur en est demeurée. Voilà la prouesse de J. de Gorris avec ce vendeur d'orviétan (1). »

Telle est l'anecdote tout à la louange des doyens de notre ancienne Faculté.

Achevons maintenant d'examiner rapidement les derniers épisodes de la lutte entre les docteurs régents et les apothicaires, épisodes dénués d'ailleurs de détails intéressants.

Les *Commentaires* (2) rapportent qu'en 1667 une nouvelle tentative de révolte eut lieu de la part des pharmaciens ; elle échoua comme les autres ; un arrêté fut pris contre eux par la Faculté, le 15 décembre, suivi d'une soumission complète. En effet, quatre ans après, on peut lire, chaque année, les noms des candidats à la maîtrise et le résultat des examens, dans un chapitre spécial des *Commentaires* intitulé : *Res gestæ apud Pharmacopolos*.

Le 27 avril 1672, un pacte passé entre les médecins et

(1) Guy Patin, *Lettre CCCCXVI*.

(2) *Commentaires de la Faculté*, XV, p. 428.

les apothicaires décida que le doyen assisterait aux actes de ceux-ci mais ne toucherait pas d'honoraires.

Les apothicaires continuaient, bien entendu, à prêter, devant la Faculté, le lendemain de la Saint-Luc, le serment suivant dont on leur donnait lecture (1).

« Vous jurez :

« 1° Que vous porterez honneur et respect au doyen et aux docteurs de la Faculté et que vous les regarderez comme vos maîtres, en ce qui concerne la médecine et la pharmacie ;

« 2° Que vous n'administrerez aucun médicament sans l'ordonnance de quelqu'un des docteurs de la Faculté ou d'autres médecins approuvés par elle ;

« 3° Que vous souffrirez deux fois par an que la visite de vos boutiques soit faite par le doyen ou quatre docteurs de la Faculté. »

Il devaient en outre payer un écu d'or et présenter un catalogue de leurs maîtres (2).

Guy Patin dans une de ses lettres parle de cette cérémonie (3) : « Lundi prochain sera notre fête, M. Saint-Luc ; nous avons ce jour-là une grande assemblée dans nos écoles, à la fin d'une grande messe, où on lit publiquement nos statuts, et le lendemain s'y dit encore une autre messe pour les morts, à laquelle nous sommes tous obligés d'assister par serment ; et à la fin d'icelle les apothicaires et les chirurgiens viennent faire hommage à la Faculté

(1) Corlieu, *ouv. cit.*, p. 191.

(2) Réveillé Parisse, *Lettres de Gui Patin*, p. 174.

(3) Guy Patin, *Lettre DXXXVIII*.

et jurer entre les mains du doyen qu'ils nous reconnoissent pour leurs maîtres. »

Les apothicaires n'étaient reçus qu'après les chirurgiens.

Enfin, une dernière fois, ceux-là, voulant encore s'affranchir, projetèrent d'obtenir de nouveaux statuts. C'était en 1776. Ils furent déboutés de leur demande et durent se contenter des anciens jusqu'à l'année suivante, époque de la création du collège de pharmacie, qui transforma la corporation en une société plus conforme à l'esprit moderne.

En suivant pas à pas les diverses phases de cette interminable guerre, j'ai eu l'occasion de nommer Symphorien Champier, Lisset Benancio et de citer, entre autres, quelques fragments du *Myrouel des apotiquaires*. On a pu deviner, par ces échantillons, ce que furent les pamphlets qui circulèrent en si grand nombre. Je n'ai pas la prétention d'en exposer un résumé complet, mais je ne crois pas sans intérêt d'en donner un léger aperçu.

Voici d'abord, au xvi^e siècle, la description d'une consultation d'apothicaire qu'on interroge sur la nature des drogues qu'il fait boire. « Monsieur, répond-il aussitôt, c'est un électuaire fait de pierres précieuses, en latin *gemmæ* ; il est de si grande efficace qu'il fait presque ressusciter les morts. — Le gentilhomme et la damoiselle qui verront maistre Bresilidis auront foy en cet abuzeur et panseront avoir bon marché de luy, en l'absence du médecin ; et ainsi le pauvre malade perdra la vie là où, si le médecin eust été présent, cognoissant bien l'abus de ces triacleurs, n'eust ordonné tel électuaire fait de poudre de verre cassé, ou bien des pierres que aucuns chymistes aujourd'huy savent faire de cailloux, broyés et macérés en vin aygre, broyés en mortier de couleur selon que

l'on veut que l'électuaire ayt couleur : de sorte que ce n'est que sophisterie des pierres desquelles usent noz ppotiquaires, et sont si avuides et goulus d'argent, qu'ils n'ont pas honte et conscience de faire payer comme énormes des choses qui ne servent à rien » (1).

C'est une dénonciation de vol nettement formulée. Molière, ridiculisant les fameux mémoires d'apothicaires, s'est contenté, lui, de les accuser de n'être point raisonnables et « d'écorchier les malades » (2).

Pourtant il y a mieux : l'énumération à un médecin des crimes commis par un apothicaire qui, sous l'empire des remords, renouvelle les aveux faits à son confesseur. Il déclare avoir tué plus de deux cents personnes. Dans la crainte de l'enfer il jure de renoncer à sa profession qui le damnerait et dénombre les fraudes dont il s'est rendu coupable ainsi que ses confrères, les falsifications de quiproquoqueurs, la substitution du corail blanc aux perles d'Orient, achetées par les malades pour entrer dans leurs potions. Il raconte la complicité de ses collègues avec certains prêtres dont ils recevaient des primes à charge d'augmenter leurs gains abominables en multipliant les funérailles. Il dévoile toutes les tromperies, toutes les turpitudes, appelle sur ses semblables la colère du ciel et termine, effrayé de l'énormité de tant d'attentats : « *Si tibi enarrarem fraudes et omnia furia, non sufficeret etiam longissimus anni dies* (3). »

(1) Maistre Lisset Benancio, *ouv. cit.*

(2) Molière, *le Malade imaginaire*, a. I, sc. 1.

(3) *Dialogus de fraudibus pharmacopæorum nonnullorum, authore Joh Antonio Bergomate, latinitate donatus et editus ex musæo Thomæ Bartholini*. Ouvrage très rare, d'après Philippe, *ouv. cit.*, p. 335.

Dans le même ordre d'idées nous renverrons au livre de Jacques-Jacques, chanoine de l'église métropolitaine d'Embrun (1).

Dialogue entre la mort et l'apothicaire : celui-ci après avoir vainement essayé la puissance de ses drogues, se voyant perdu, écoute avec terreur la sinistre faucheuse et ses prédictions :

...Si par un mauvais écho
Vous avez fait des *quiproquo*,
Ou traité le malade en traistre,
Scachez assurement, mon maître,
Que chastié vous en serez ;
Aussi bien que quand vous aurez
Par une grande outrecuidance
Glosé, contre toute évidence,
Le recepte du médecin
En voulant trop faire le fin.

Les précédentes citations ont trait plutôt aux escroqueries d'apothicaires qu'à leurs querelles avec les médecins. La lutte elle-même inspira aussi une série d'écrits diffamatoires.

Il en est de très plats : tel un poème latin en l'honneur des gardes jurés, désignés sous les noms allégoriques de *Perseus*, *Decius* et *Cassius*. — D'autres ne sont que grossiers comme les *Remontrances du fidèle apothicaire à ses confrères*, ouvrage attribué à Guybert, l'auteur du *Médecin charitable*.

On prouva la suprématie de la pharmacie sur la médecine : Les médecins se glorifiaient de Podalire et de Machaon. Aux citations d'Homère leurs ennemis opposaient le souvenir biblique d'Isaïe pansant avec des figes

(1) Jacques-Jacques, *Le faut mourir et les excuses inutiles que l'on apporte à cette nécessité*. Rouen, 1695..

sèches l'ulcère d'Ezéchias et méritant ainsi le titre de premier des pharmaciens. D'ailleurs ils avaient d'autres ressources. L'objet de la médecine est le corps humain ; celui de la pharmacie, ce sont les minéraux, les plantes et les animaux, toutes choses créées bien avant l'homme ; donc la pharmacie est plus ancienne que la médecine.

Caton l'Ancien, rappelaient-ils encore, avait chassé de Rome les médecins. Ils ajoutaient que l'histoire ne signalait nulle part pareille mesure contre les apothicaires et en concluaient que le but de Caton avait été de favoriser ceux-ci aux dépens de ceux-là.

Les docteurs régents ne manquèrent pas de défenseurs, mais je me bornerai à reproduire les lignes suivantes, écrites par un médecin : « Pour les apothicaires, quoique je n'égale pas leur gloire à celle des autres, je lui laisse toute son étendue, et je serais bien marri de leur en dérober le moindre rayon. Les commissaires de l'artillerie ne laissent pas d'avoir part à la victoire, quoiqu'elle ne soit pas aussi grande que celle des généraux (1). »

Tels furent à peu près les libelles qu'on échangeait de part et d'autre. Terminons en montrant que ces interminables contestations ne manquèrent pas d'égayer le public.

« Il n'y a point de particulier, qui aime tant soit peu sa santé, qui n'en rêve, et ne se touche chaque jour mille fois le poulx, dans l'appréhension qu'il a de tomber malade durant cette conjoncture fâcheuse où la médecine et la pharmacie sont tout à fait troublées (2). »

(1) *L'état présent de la chirurgie*, par J. Charpentier, docteur en médecine, et versé aux grandes et extraordinaires opérations, 1674.

(2) Jacques Bovionnier, *Advis au public sur les différends suscités aux médecins de la ville de Rouen par les apothicaires*, 1656.

Quant à Voltaire, il paraphrasait le début du *Dispensary* (1) ; un nom de ville à changer, et le reste convient à merveille :

Muse, raconte-moi les débats salutaires
Des médecins de Londre et des apothicaires.
Contre le genre humain si longtemps réunis,
Quel dieu, pour nous sauver, les rendit ennemis ?

(1) Samuel Garth's, *Le dispensary*. Londres, à la fin du xvii^e siècle.

LA
FONDATION DE NICOLAS HOUEL
ET LE
COLLÈGE DE PHARMACIE



I.A

FONDATION DE NICOLAS HOUEL

ET LE

COLLÈGE DE PHARMACIE

L'exposé des différends qui ne cessèrent de régner entre les docteurs régents et les apothicaires de Paris nous a montré ces derniers repoussés dans toutes leurs prétentions, leurs réclamations continuellement rejetées et les revendications, auxquelles ils prétendaient, méprisées par la Faculté victorieuse qui ne daignait pas même les entendre. Le parlement, s'il les rappelait souvent à l'ordre, sur les instances des doyens, n'accueillait guère mieux leurs plaintes, les déboutant de leurs demandes et les renvoyant humiliés.

Une contestation s'éleva cependant entre les deux partis, dont le dénouement ne fut pas conforme aux arrêts habituels de la cour, et la Faculté cette fois n'obtint rien.

Nous avons cru bien faire en présentant à part cet épisode, que ses caractères spéciaux permettaient d'isoler facilement et dont la compréhension nécessitait une assez longue explication. La fondation de Nicolas Houël nous

amènera d'ailleurs à parler du collège de pharmacie, dont elle fut en quelque sorte le berceau, et à laquelle nous arrêterons ce travail.

Vers le milieu du xvi^e siècle, vivait à Paris un homme dont la réputation de science n'était pas contestable. Il appartenait à la corporation des apothicaires, et, parvenu à la maîtrise en 1548, avait exercé presque aussitôt la charge de garde-juré. Il avait enrichi son art de publications savantes, un traité de la thériaque et du mithridate en 1573, un traité de la peste et surtout deux livres sur la pharmacie parus en 1671, *Pharmaceutices libri duo*. Il avait abordé l'histoire en donnant celle des Français, et effleuré la littérature dans la *rayne Artémise*, manuscrit destiné à Catherine de Médicis et qui existe encore à la Bibliothèque nationale.

Devenu vieux, sans enfants, sans parents qui eussent besoin de sa fortune, il conçut le projet d'attacher son nom à une œuvre pieuse. Il s'adressa donc à Henri III. Son but était de créer une maison dont l'objet principal serait de *nourrir et instituer* enfants orphelins *à la piété, aux bonnes lettres et en l'art d'apothicairerie*, et où on distribuerait gratis des remèdes aux malheureux. La requête, présentée au roi en 1576, lui demandait en outre de céder à cet effet *à Dieu et aux pauvres* ce qui restait du palais des Tournelles abandonné depuis la mort de Henri II (1).

Cette supplique ne fut pas prise en considération.

Mais le Parlement fut d'avis que, *pour inciter par un prompt*

(1) Félibien, *Histoire de Paris*, t. III, p. 721.

établissement les personnes charitables à y aumôner ou élargir de leurs biens, comme aussi pour sauver une grande partie de la dépense on devait donner à Nicolas Houël la maison des Enfants-Rouges dont il pourraits'accommoder. Henri III ratifia cette décision, autorisa la fondation, lui attribua tout l'argent à provenir de la recherche des comptes des hôtels-dieu, maladreries, léproseries du royaume par malversation de leurs directeurs, et ordonna que *ladite maison de charité seroit fondée et instituée en la maison des Enfants-Rouges* (1).

Les administrateurs de cet hôpital, mécontents de se voir dépossédés, suscitèrent des difficultés. Houël, fort de son droit, en appela au Parlement qui, en dépit de l'arrêt précédent, conclut à son renvoi. « Comme il étoit nécessaire d'avoir un autre endroit de la ville et faubourg »... ajoutait-il cependant, il abandonnait au généreux apothicaire « *l'hôpital de l'Ourcine* (2), au faubourg Saint-Marcel, *désert et abandonné* par mauvaise conduite, *tout ruiné, les pauvres non logés, le service divin non dit ni célébré*.

Malgré l'opposition de l'évêque de Paris et d'un certain

(1) Ordonnance de Henri III, octobre, 1576. Enregistrée au parlement le 18 décembre 1576.

L'hôpital des *Enfans-Rouges* était situé rue Porte-Foin, près du Temple. Il avait été fondé en 1536. On y recevait les orphelins de père et mère, nés hors Paris et trouvés à l'Hôtel-Dieu. L'établissement s'appelait *Enfans-Dieu* ; mais comme les petits hospitalisés étaient vêtus de rouge, le peuple, ne s'attachant qu'à cette couleur, se servit de la désignation d'*Enfans-Rouges* (Dulaure, *Histoire de Paris*, t. IV, p. 156).

(2) Fondé au XIII^e siècle. En 1559, on y recueillait les indigents atteints de maladies vénériennes. Les administrateurs avaient fini par s'approprier le droit des pauvres et l'hôpital avait été abandonné. Il était situé rue de l'Ourcine, presque à l'entrée à gauche, en sortant de la rue Mouffetard. Son enclos s'étendait jusqu'à la Bièvre (Dulaure, *Histoire de Paris*, t. IV, p. 182).

Marie Roussel, s'en prétendant titulaires, Nicolas Houël qui, dès l'année précédente, avait été nommé « à la surintendance de ladite maison, chapelle, apothicairerie, jardin des simples », et à l'instruction des enfants (1), y fut installé par des commissaires du parlement, le 21 avril 1578, en vertu d'un arrêt du 2 janvier (2).

L'établissement porta le nom d'*Hôpital de la charité chrétienne*. On venait d'y commencer d'importants travaux, lorsqu'une inondation vint tout détruire. « La rivière fut à la hauteur de quatorze à quinze pieds, abattit plusieurs murailles, moulins et maisons, noya plusieurs personnes surprises en leur lit et fit un mal infini. L'eau fut si haute qu'elle se répandit dans l'église et jusqu'au grand autel des Cordeliers de Saint-Marceau, ce qui dura trente heures (3). »

Houël réédifia les bâtiments dans le lieu le plus élevé de son terrain et y dépensa de ses propres deniers plus de deux mille écus. Il fit de nouvelles acquisitions, étendit l'enclos et y établit, à l'instar du jardin de Padoue, un jardin botanique, le premier qui ait existé en France.

La fortune du philanthrope devenait insuffisante quand, pour comble de disgrâce, Henri III révoqua l'autorisation de rechercher les reliquats de compte des hôtels-dieu. Il est vrai que jamais ces recherches n'avaient donné de résultat. Nicolas Houël ne put supporter ces nouvelles entraves ; il mourut découragé en 1587.

Sa veuve, Catherine Vallée, épousa en secondes noces l'apothicaire Charles Audens et, de concert avec son nou-

(1) Lettres patentes, données à Blois, le 20 janvier 1577.

(2) Dulaure, *Histoire de Paris*, t. IV, p. 182.

(3) *Mémoires de l'Estoile*, t. I, p. 106.

vel époux, prit à cœur l'œuvre qu'avait entreprise son premier mari.

Malheureusement, Henri IV transforma l'hôpital de charité chrétienne en asile pour les soldats âgés ou infirmes. S'il installa ainsi les plus anciens *Invalides* de notre pays (1), l'administration de Ch. Audens n'en fut pas moins réduite à la fonction d'apothicaire de cette maison « pour y servir et avoir aux dépens d'icelle une apothicairerie pour le secours desdits soldats » (2).

Louis XIII, à son tour, intervint et transporta à Bicêtre l'hospice destiné aux militaires. L'installation de Nicolas Houël appartient alors successivement à l'ordre de Saint-Lazare, à l'évêque de Paris, à l'hôtel-Dieu (3). Chacun s'en disputait la propriété. Les maîtres des petites écoles du faubourg Saint-Marcel prétendaient eux-mêmes se charger d'y donner l'instruction prescrite par le fondateur.

Mais les concurrents les plus redoutables furent les docteurs-régents et leurs doyens.

La Faculté désirait en effet se faire adjuger la maison de charité chrétienne ; il lui semblait qu'à elle seule revenait le droit d'y diriger les études ; elle voulait *instruire les pauvres enfans en l'art d'apothicairerie audit hôpital ; y faire la composition des remèdes et médicaments des malades ;* elle souhaitait surtout posséder le jardin *pour le semer et planter de toutes sortes de simples et d'herbes nécessaires, tant pour l'instruction desdits enfans que composition desdits remèdes.*

(1) Félibien, *Histoire de Paris, Pièces justificatives*, t. III, p. 738 et suiv.

(2) Arrêt du 6 mai 1597. Lettres patentes de Henri IV.

(3) Dulaure, *Histoire de Paris*, t. IV, p. 182.

La requête fut présentée au parlement :

La Faculté de médecine avait-elle oublié la teneur exacte de l'édit appratif de 1576 ? Espéra-t-elle que la cour passerait outre ? Cet édit n'en contenait pas moins, comme clause positive, que ce serait un maître apothicaire de Paris, résidant dans la maison même, qui y ferait l'*instruction* des jeunes gens en *apothicairerie*, distribuerait les remèdes aux indigents et cultiverait le jardin. Aussi, malgré leur sympathie habituelle pour les docteurs-régents, les juges rendirent-ils en 1624, au sujet de ces diverses contestations, un arrêt (1) décidant que « la fondation de 1576 seroit entretenue », et qu'à cet effet le revenu de l'hôpital serait mis en bail judiciaire. Ordre était donné qu'à « cette fin les maîtres et gardes de la communauté des apothicaires présenteroient, de deux en trois ans, trois maîtres d'entre eux, dont l'un seroit pourvu et établi dans l'hôpital, pour y résider, exercer sa commission » trois années durant. A ce titre il distribuerait gratuitement des drogues aux nécessiteux et recevrait les deniers du bail judiciaire pour acheter celles-ci, à charge, pour lui, d'en tenir compte. Les gardes jurés avaient de plus l'obligation de faire planter « le grand clos et le jardin », d'entretenir « la maison en bon état » et d'y installer une boutique pour y délivrer les médicaments. Enfin, discutant la requête de la Faculté, l'arrêt la rejetait et mettait la demanderesse « hors de cours et de procès ».

Jacques Grégoire, maître apothicaire, fut le premier gouverneur désigné, nomination bien inutile puisqu'on ne passa jamais le bail dont on devait tirer les fonds nécessaires.

(1) *Arrêt du Parlement de Paris, 10 septembre 1624.*

Une nouvelle difficulté ne tarda pas à naître. Les chapelains, qui retenaient les titres de l'hôpital de l'Ourcine et qui devaient tout d'abord prélever cent vingt livres, tourmentèrent tellement les apothicaires, qu'ils finirent par s'emparer du tout comme bien de leur bénéfice. Ceux-ci refusèrent la misérable mesure en ruines qu'on consentait à leur laisser ; mais comme on ne pouvait leur contester la possession du grand enclos acheté par Houël, ils ne gardèrent que ce seul terrain, anciennement appelé *Vieux Fossés*, situé de l'autre côté de la rue.

La place manquait pour un jardin botanique ; il fallait en outre un bâtiment convenable. Les apothicaires, prenant à cœur d'entretenir et d'agrandir l'œuvre du fondateur, achetèrent plusieurs maisons voisines aux sieurs Jacques Petit - Deslandes et Gabriel Hinselin. Le marché fut définitivement conclu le 11 février 1627 ; la corporation fit aussitôt semer et planter et, après avoir installé un jardinier concierge, elle s'occupa de construire un grand pavillon avec entrée par la rue de l'Arbalète (1).

Les dépenses furent couvertes à l'aide d'emprunts, dont une partie n'était pas encore payée en 1640 ; le reste l'avait été à l'aide de souscriptions volontaires.

Ce fut la source d'autres ennuis. Les épiciers, ne voulant pas contribuer à ces charges, accusèrent leur rivaux de s'être emparés du bien des pauvres, en dépit de leurs droits à la possession légitime de propriétés acquises de leurs deniers. Des contestations innombrables s'élevèrent, dans lesquelles nous voyons l'avocat Lesueur de Petiville plai-

(1) *Pandectes pharmaceutiques*, p. 706.

der pour les épiciers et son collègue Babilie défendre la cause des apothicaires. Le débat se termina par la transaction de 1640 dont les principaux articles furent les suivants (1) : Frais communs prélevés sur l'argent provenant « tant des compositions qui se font avec les aspirans aux dites maîtrises de la marchandise d'épicerie-apothicairerie et épicerie, qu'autrement ». Défense aux épiciers de « prétendre aucun droit en ladite maison et jardin qui sera et demeurera à l'avenir, comme par le passé, propre auxdits apothicaires. Remise à chacun des gardes épiciers en exercice et des anciens titulaires d' « une clef de ladite maison et jardin », qui leur sera « donnée *par honneur* ».

Le traité fut exécuté jusqu'en 1768, époque où les épiciers en refusèrent l'observation. De nouveaux débats commencèrent, auxquels l'édit du 10 avril 1777 mit heureusement fin, en détruisant l'union forcée des deux professions.

Dès lors la maison de la rue de l'Arbalète fut, avec ses dépendances, le seul et unique siège de l'enseignement de la pharmacie ; et ce fut, du jour où le corps tout entier des apothicaires accepta la fondation particulière de Nicolas Houël, que ceux-ci commencèrent à conquérir l'indépendance que leur assura définitivement la création de leur collège.

Nous avons vu, dans les précédents chapitres, la déclaration de 1777 terminer brusquement les difficultés qui en-

(1) Homologation du Parlement, en date du 29 mars 1640.

serraient la corporation, réunir en une même société les apothicaires de la cour et ceux de la ville, consommer la rupture avec les épiciers, et apaiser la lutte avec les docteurs régents.

Malgré tout le collège de pharmacie n'existait que de nom. Des statuts avaient été promis mais non rédigés. Dans la pratique on se heurtait à de fréquents embarras qu'on ne savait comment résoudre, lorsque par exemple des candidats demandèrent à être reçus apothicaires, cas pour lequel on n'avait pas de règlement. On en référa donc au conseil d'Etat qui, par un arrêt du 11 septembre 1778, fixa une organisation provisoire (1), que l'ordonnance définitive confirma presque entièrement.

Enfin, deux ans après, le 10 février 1780, furent accordés les statuts si impatiemment attendus.

Ils se composent de dix-neuf articles que je crois devoir reproduire et qui, bien qu'un peu arides, vaudront mieux que tout commentaire.

ART. I^{er}. — Le collège de pharmacie, que nous avons établi par notre déclaration du 25 avril 1777, ne sera composé que des maîtres en pharmacie et des privilégiés titulaires de charges que nous leur avons réunis; il en sera formé un tableau dans lequel ils seront inscrits par ordre d'ancienneté de réception, sans distinction d'anciens maîtres et de privilégiés titulaires.

II. — Les quatre apothicaires de notre corps auront droit d'assister à toutes les assemblées du collège, et d'y occuper les premières places en qualité de prévôts hono-

(1) *Pandectes pharmaceutiques*, p. 110.

raires ; il y aura, en outre, quatre prévôts en exercice et douze députés.

III. — Les prévôts en exercice seront chargés de gérer les affaires, et de veiller à l'exécution des règlements ; les assemblées ordinaires seront composées desdits prévôts en exercice et des douze députés : il y sera délibéré à la pluralité des suffrages, sur tout ce qui pourra intéresser l'administration dudit collège ; les délibérations qui seront prises dans lesdites assemblées obligeront tout le collège et ne pourront être exécutées qu'après avoir été homologuées par le lieutenant-général de police.

IV. — Les prévôts en exercice ne pourront être élus que parmi ceux qui auront été députés les années précédentes, et les députés ne pourront pareillement être élus que parmi les membres du collège qui auront dix ans de réception, sans cependant qu'un père, un fils, un gendre, un frère, un beau-frère puissent être élus prévôts dans la même année, ni que les députés puissent être nommés deux fois de suite.

V. — Pour éviter toute discussion lors de l'élection des prévôts et des députés, voulons qu'il y ait toujours, parmi les prévôts et adjoints en exercice, un titulaire de charge au moins, ainsi que parmi les députés, quatre au moins d'entre eux. Lesdits prévôts et députés resteront en place pendant deux années, et il en sera renouvelé une moitié chaque année, sans que, sous aucun prétexte, ils puissent être continués dans leurs dites qualités, ni même que les prévôts puissent devenir députés dans l'année qui suivra celle de leur exercice. Les élections des uns et des autres se feront par voie de scrutin, dans une assemblée générale indiquée par le lieutenant-général de police dans le courant du mois de juin.

VI. — Les quatre prévôts, dont les deux plus anciens en exercice présideront alternativement aux assemblées, seront chargés de la recette et dépense des deniers du collège, et ils en demeureront solidairement garans et responsables; ils seront tenus d'en rendre compte chaque année, et il ne leur sera passé aucune dépense extraordinaire qu'elle n'ait été ordonnée par une délibération autorisée par le lieutenant-général de police.

VII. — Les prévôts et les députés s'assembleront au moins deux fois par mois, à jour fixe, pour délibérer sur les affaires courantes; lesdits prévôts convoqueront chaque année deux assemblées générales, dans lesquelles ils donneront connaissance à tous les membres des délibérations qui auront été prises dans les assemblées particulières, et proposeront ce qui leur paraîtra convenable au maintien de la discipline et à l'honneur de la profession.

VIII. — Le Collège de pharmacie ouvrira tous les ans, pour l'instruction des élèves, des cours publics et gratuits de chimie, pharmacie, botanique et histoire naturelle; à l'effet de quoi il sera nommé, dans l'assemblée générale, trois démonstrateurs, et trois adjoints pour les remplacer en cas de décès, de maladie ou autre empêchement légitime. Lesdits cours se feront à jour et heure fixes; les démonstrateurs seront nommés au moins pour six années et pourront être continués; les adjoints se conformeront aux principes du démonstrateur qu'ils suppléeront.

IX. — Les aspirans qui auront atteint l'âge de vingt-cinq ans seront admis à subir l'examen ci-après en remettant préalablement aux prévôts du collège leur extrait baptismal, un certificat de bonne vie et mœurs signé de deux notables bourgeois et de deux maîtres dudit collège. Ils

justifieront aussi préalablement de leur connaissance suffisante en langue latine, et de leurs études pendant huit années chez des maîtres en pharmacie, dont quatre au moins dans la ville de Paris (1).

X. — Huitaine après la remise desdites pièces, si les prévôts les jugent suffisantes, ils enverront le nom de l'aspirant chez tous les maîtres : ne pourront cependant délivrer l'immatricule qu'après la huitaine expirée sans opposition, dont si aucune survenoit, il en seroit référé au sieur lieutenant-général de police pour être par lui ordonné ce qu'il appartiendrait.

XI. — Lorsque l'immatricule aura été délivrée à l'aspirant, et avant que de subir les examens, il sera tenu de déposer dans la caisse du collège, sçavoir : l'aspirant à la maîtrise en pharmacie de Paris, la somme de 3,400 liv.; l'aspirant titulaire de charge, la somme de 1,200 liv., et l'aspirant à la maîtrise de province, la somme de 800 liv., pour être lesdites sommes distribuées ainsi qu'il sera ordonné, se réservant, Sa Majesté, d'expliquer incessamment ses intentions, tant sur l'emploi et distribution desdites sommes, que par rapport aux gagnans maîtrise dans les hôpitaux.

XII. — Les examens se suivront au plus tard de mois en mois, le premier, sur les principes de l'art pharmaceutique et sur l'application de ces principes aux opérations ; le second sur les plantes et les drogues simples tirées des trois règnes, sur la nomenclature, l'histoire, le choix, la préparation, la conservation et le débit médicinal des dites

(1) Les articles ix, x, xi, xii, xiii et xiv sont les mêmes que les articles i, ii, iii, iv, v et vi du règlement provisoire donné, en 1778, par arrêt du conseil d'état.

substances qui lui seront présentées ; le troisième sera de pratique et durera trois jours pendant lesquels l'aspirant exécutera seul et publiquement neuf opérations au moins, suivant le codex, desquelles il exposera la dispensation et fera la démonstration.

XIII. — Dans lesdits examens, l'aspirant sera interrogé par le doyen et deux docteurs de la Faculté de médecine, par les quatre prévôts en exercice, et par onze maîtres tirés au sort, au moment de l'examen, dans l'une des trois colonnes qui formeront le tableau général du collège, dans chacune desquelles seront toujours compris les six démonstrateurs, de façon que tous les membres étant divisés par tiers, seront mandés chacun à leur tour avec les six démonstrateurs ; pourront néanmoins tous les maîtres assister à chaque examen, et à cet effet ils seront avertis du jour et de l'heure.

XIV. — L'aspirant ne pourra être reçu maître que lorsqu'il aura réuni à chaque examen les deux tiers des voix des examinateurs, qui seront données par voie de scrutin, et il ne pourra faire acte de maître qu'après avoir prêté serment devant le sieur lieutenant-général de police en la manière accoutumée.

XV. — N'entendons rien innover en ce qui concerne le privilège de l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital des Incurables, dont les élèves continueront à être admis à gagner leurs maîtrises après avoir subi les examens prescrits devant les médecins ordinaires, les expectans et l'inspecteur de l'apothicairerie dudit Hôtel-Dieu ou hôpital et devant deux des prévôts ou adjoints du Collège de Pharmacie, qui seront invités d'assister auxdits examens, et en présence des administrateurs desdits hôpitaux.

Et après que lesdits gagnans maîtrise auront servi pendant dix années dans l'un desdits hôpitaux, ils seront reçus maîtres dans ledit collège, sans autre examen, sur le certificat dudit service qui leur sera délivré par les administrateurs dudit hôpital.

XVI. — Outre la visite annuelle de la Faculté de médecine, accompagnée des quatre prévôts, chez tous les maîtres en pharmacie, lesdits quatre prévôts en feront deux autres, chaque année, dans les laboratoires desdits maîtres et des veuves ; ils dresseront procès-verbal de ces visites pour être pourvu aux contraventions, si aucune y a, suivant l'exigence des cas ; chaque maître ou veuve sera tenu de payer 6 livres par chacune desdites deux visites, dont les prévôts compteront ; pourront au surplus faire autant de visites qu'ils jugeront nécessaires, sans frais.

XVII. — Les veuves des maîtres en pharmacie jouiront du droit de tenir officine, pendant leur viduité seulement, à la charge que chacune desdites officines sera sous la direction d'un maître, au choix de la veuve, et que ledit maître remettra aux prévôts en exercice sa soumission de fournir l'officine de proviseurs qui aient vingt-cinq ans accomplis et cinq années de travail chez un des maîtres du collège.

XVIII. — Les élèves qui sont actuellement chez les maîtres, et ceux qui s'y présenteront par la suite, seront tenus de se faire inscrire, dans le mois, sur le registre du collège, ce qu'ils réitéreront chaque fois qu'ils changeront d'officine, le tout sans frais, seront aussi tenus les maîtres d'avertir les prévôts de la sortie de leurs élèves et de fournir les noms de ceux qu'ils prendront pour les remplacer.

XIX. — Aucun des maîtres composant le collège de pharmacie ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit,

avoir de société ouverte qu'avec les maîtres de ladite profession.

Tel fut ce règlement tant désiré, mais le besoin de changement se faisait si puissamment sentir qu'on n'en avait pas attendu la publication pour commencer le nouvel ordre de choses.

L'inauguration du collège de pharmacie eut lieu le 30 juin 1777, à quatre heures, sous la présidence de M. Lenoir, conseiller d'Etat, lieutenant général de police. Le procès-verbal de la cérémonie existe aux archives de l'école de pharmacie (1) ; il porte la signature de M. Lenoir et contient de curieux détails. Nous l'analyserons rapidement.

« Tous les maîtres en pharmacie, tant ceux de l'ancien régime » que les titulaires des charges de la cour avaient été convoqués « par billets imprimés »... MM. les apothicaires du corps du roi, « invités par une lettre particulière », s'y rendirent au nombre de trois, savoir : MM. Habert, Jourard et Forgeot. « M. Martin, l'un des quatre, n'ayant pu s'y rendre », s'était excusé, alléguant « la nécessité de sa présence *auprès de la reine qui avoit pris médecine ce même jour* ». M. Guindre, « apothicaire du corps de Madame », était également présent.

A son entrée dans la maison de la rue de l'Arbalète, le lieutenant de police fut « accueilli par les applaudissements universels de toute l'assemblée, témoignages de la satisfaction qu'inspirait le nouvel établissement qui alloit

(1) Archives de l'Ecole de pharmacie. Procès-verbal d'inauguration du collège de pharmacie.

s'opérer ». Ce magistrat prononça alors « un discours flatteur et obligeant pour la compagnie », puis son secrétaire, M. Collot, ayant donné « lecture de l'arrêt du conseil, en parchemin, portant création du Collège », on procéda aux élections présentes.

En voici la liste :

Prévôts et adjoints : MM. Trévez, Brun, Simonnet, Becquerel.

Députés : MM. Gillet, Richard, Vassou, Demoret, Pia, Bataille, Laboire, Tassart, Rouelle, Delacour, Charlard, Bayen.

Prévôts honoraires perpétuels, par acclamation : MM. les quatre apothicaires du corps du Roy.

Démonstrateurs pour le cours de chimie : MM. Mitouard, Brongniart, Deyeux, Sage.

Démonstrateurs pour la botanique et l'histoire naturelle des médicaments : MM. Demachy, Valmont de Brömare, Buisson, Parmentier.

Nouveau discours du président et la séance se termine par une réplique du premier prévôt, M. Trévez.

Ajoutons que le collège de pharmacie fut autorisé à « faire porter à son suisse la grande livrée du roy, et à ses concierges, jardiniers et domestiques, la petite livrée de Sa Majesté, consistante en habit, veste et culotte bleus, doublés d'aumale écarlate, les boutons argentés et la veste galonnée d'un galon de quatorze lignes (1) ».

(1) *Archives de l'école de pharmacie*. Cette autorisation est ainsi signée : « Charles-Eugène de Lorraine, prince de Lambesc. Par son altesse Muller. »

Enfin je rappellerai pour mémoire, qu'entre le collège de pharmacie et l'organisation actuelle réglementée par la loi du 21 germinal an X (11 avril 1803), exista la société libre de pharmacie de Paris, dont l'acte constitutif porte la date du 30 ventôse an IV.

Nous venons d'assister aux luttes continuelles d'une des plus puissantes corporations de Paris, la corporation des apothicaires ; luttes intestines avec les épiciers, leurs rivaux, auxquels une législation surannée les laissa trop longtemps accolés, avec leurs collègues de la cour dont ils jalouaient la situation exceptionnelle ; luttes extérieures aussi avec les pâtisseries, les merciers et les barbiers-chirurgiens. Au milieu de cruelles alternatives, les faits nous les ont montrés souvent favorisés, et c'était justice, eu égard au dur apprentissage, aux connaissances scientifiques, aux difficiles examens que l'on exigeait d'eux. Puis nous les avons vu triompher grâce à l'édit de 1777.

Parmi tant d'adversaires plus ou moins redoutables, un seul, la Faculté de médecine, remporta de constants succès. Cependant, en dépit de sa vigueur à défendre sa suzeraineté, à poursuivre ceux qu'elle ne considérait que comme de désobéissants serviteurs, malgré la fidélité du Parlement à la soutenir dans ses droits, malgré de sévères répressions qui amenèrent les vaincus à implorer une paix qui n'était pas sincère, elle ne put empêcher de trop fréquentes récidives de rébellion. L'historique de la fondation de Nicolas Houël nous a même rendus témoins d'un échec essuyé par

la fière Faculté et de son impuissance à imposer les prétentions qu'elle avait affichées sur la maison de charité chrétienne.

Cette maison a grandi sous nos yeux, après bien des travers, véritable berceau du Collège de pharmacie que l'on créa bientôt.

Dès lors, les docteurs régents, outre le contrôle d'une visite annuelle dans les officines, n'eurent plus d'autres prérogatives que d'être représentés dans les jurys d'examens par le doyen et deux des leurs. Plus d'immixtion dans les leçons professées, rue de l'Arbalète, non pas à quelques orphelins, mais à une foule nombreuse. Le soin d'instruire les futurs maîtres n'incombait plus à la Faculté. L'autonomie était conquise et le premier prévôt du nouveau collège pouvait s'écrier dans la séance d'inauguration : « Ils sont arrivés pour la pharmacie de cette capitale les temps de justice et d'illustration (1) ! »

Nous nous arrêtons ici : la guerre est terminée, et c'est à peine si les apothicaires existent encore de nom, s'effaçant de plus en plus devant les pharmaciens. D'autres diront ce que devinrent les fils ; heureux, pour notre part, si nous avons su réussir à donner une bien faible idée de ce qu'étaient les pères.

(1) Archives de l'école de pharmacie. Procès-verbal d'inauguration du collège de pharmacie.





BIBLIOGRAPHIE

Annales medici de 1324... ad 1732, par Th. Bern. Bertrand, manuscrit in-f° (archives de la Faculté de médecine de Paris). Archives de l'école supérieure de pharmacie de Paris.

CHAMPIER (Symphorien). *Le Myrouel des apothiquaires et pharmacopoles, par lequel est démontré coment apothiquaires comunément errent en plusieurs medecines contre l'intention des Grecqz, des Hipocras, Galien, Oribase, Paul Eginette et autres Grecqz ; et par la mauvaïse et faulce intelligeçe des Auteurs Arabes, lesqueux ont falcifié la doctrine des Grecqz, et par la mauvaïse et non entendue interprétation et intelligeçe faulce.*

Commentaires de la Faculté de médecine de Paris (de 1324 à 1732), 24 vol. manuscrits in-f°s, reliés en parchemin. Il existe un 25° vol. broché. (Archives de la Faculté de médecine de Paris).

CORLIEU (A). *L'ancienne Faculté de médecine de Paris*. (Paris, Delahaye, 1877, petit in-8.)

DUJARDIN-BEAUMETZ. *De l'art de formuler* (bulletin thérapeutique), t. 122, 1892.

Etat de la médecine, chirurgie et pharmacie en Europe, et principalement en France, pour l'année 1777. Dédié à M. le comte d'Artois par une société de médecins. (Paris, Veuve Thiboust, 1777, 2 vol. in-12).

FRANKLIN (Alfred). *La vie d'autrefois*, t. IX : les médicaments (Paris, Plon, 1891, in-18).

FRANKLIN (Alfred). *La vie d'autrefois*, t. XI. Les médecins (Paris, Plon, 1892, in-18).

GRASSE. *Etat de la pharmacie en France avant la loi du 21 germinal an XI* (Mantes, 1879, in-8).

HAZON. *Eloge historique de la Faculté de Paris* (Paris, Benoit Morin, 1770, in-4).

HAZON, *Notice des hommes les plus célèbres de la Faculté de médecine en l'université de Paris, depuis 1110 jusqu'en 1750* (Paris, Benoit-Morin, 1778, in-4).

Histoire générale de Paris. Les métiers et corporations de la ville de Paris, XIII^e siècle. Le livre des métiers d'Etienne Boileau, publié par René de Lespinasse et François Bonnardot (Paris, 1879, imprim. nat., grand in-4).

Histoire générale de Paris. Les métiers et corporations de la ville de Paris, XIV^e-XVIII^e siècle, Ordonnances générales ; métiers de l'alimentation, par René de Lespinasse (Paris, imprim. nat., 1866, grand in-4).

LA MARE (Nic. de) et LE CLERC DU BRILLET. *Traité de la police* (Paris, 1722, 19-38, 4 vol. in-f.).

LISSET-BENANCIO. *Déclaration des abus et tromperies que font les apothiquaires fort utile et nécessaire à ung chacun studieux et curieux de sa santé* (Tours, 1553, G. Bourgea, in-8).

Ordonnances des rois de France.

Pandectes pharmaceutiques, ou recueil de tous les statuts, édits, concernant les pharmaciens civils et militaires ; histoire des collèges et des écoles de pharmacie de France, 1312-1837, par Ad. Laugier et Victor Duruy (Paris, Colas, 1837, in-8).

PHILIPPE (A.) *Histoire des apothicaires chez les principaux peuples du monde, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours ; suivie du tableau de l'état actuel de la pharmacie en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique* (Paris, direction de public. médic., 1853, in-8).

Privilèges et règlements concernant les apoticaire des maisons royales, recueillis et imprimés sous le syndicat de MM. Habert et Goubier (Paris, veuve B. Niou, 1688, in-8).

Privilèges et règlements concernant tous les apoticaire du Roy, recueillis et imprimés sous le syndicat de messieurs Habert et Gombier, apoticaire ordinaire de monsieur, en 1688. Réimprimé sous le syndicat de M. Hugot (Paris, 1761, in-8).

RAYNAUT (Maurice). — *Les médecins au temps de Molière*
Paris, Didier, 1866, in-18).

Règlement pour les maîtres apothicaires de Paris (Paris, J.-B.
Coignard, 1860, in-8. Pièce).

*Statuts et ordonnances pour les marchands apothicaires-épiciers
et les marchands-épiciers des faubourgs Saint-Jacques et
Saint-Michel, territoires du baillage du Palais à Paris*
(23 août 1599). (S. L. N. D.), in-4, pièce.

*Statuts et ordonnances pour les marchands épiciers et marchands
apothicaires épiciers de la ville, forsbourgs et banlieue de
Paris* (28 nov. 1638 - 8 juillet 1639). Paris, veuve C. Ribot,
1649, in-4, Pièce.

*Statuts et ordonnances pour les marchands apothicaires épiciers
et les marchands épiciers de la ville, faubourgs et banlieue de
Paris* (Paris, P. Prault, 1746).

Synopsis rerum mirabilium... de 1324 ad 1676, manuscrit
in-f. (Archives de la Faculté de Médecine de Paris).

VERDIER. — *Essai sur la jurisprudence de la médecine en France,
ou abrégé historique et juridique des établissements, règle-
ments, police, devoirs, fonctions, récompenses, honneurs,
droits et privilèges des trois corps de médecine avec les devoirs,
fonctions et autorité des juges à leur égard* (Alençon, Ma-
lassis jeune, 1863, in-8).



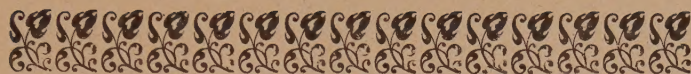


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
LA CORPORATION DES APOTHICAIRES DE PARIS	11
LES APOTHICAIRES DE LA COUR	33
APOTHICAIRES ET ÉPICIERS	43
MÉDECINS ET APOTHICAIRES (le Concordat de 1631)	57
Id. (Guy Patin)	82
LA FONDATION DE NICOLAS HOUEL ET LE COLLÈGE DE PHAR- MACIE	99
BIBLIOGRAPHIE	119



